

Réconomie de La union

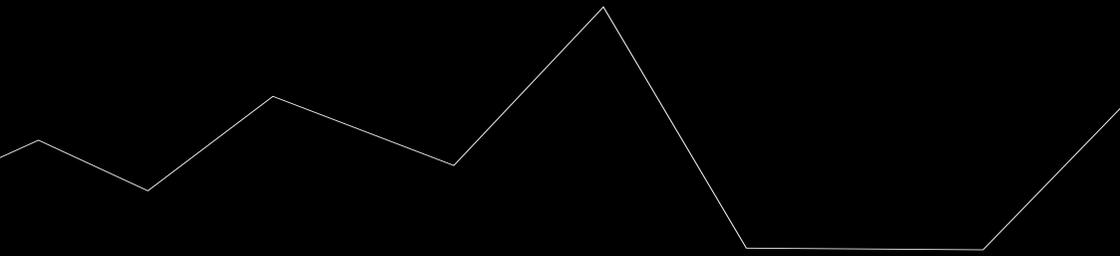
HORS-SÉRIE N°12

BILAN ÉCONOMIQUE 2011

*Une timide reprise
de la croissance*



JUILLET 2012



Réconomie de la union

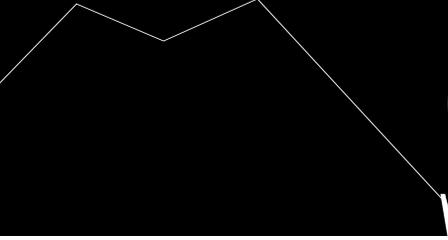
HORS SÉRIE N° 12
Supplément à la revue trimestrielle de
l'Institut national de la statistique et
des études économiques

ISSN : 1952-3580
ISBN : 978-2-11-129138-6
Dépôt légal : 657
Code SAGE : ECOHS1284

Directrice de la publication : **Valérie ROUX**
Rédactrice en chef : **Claire GRANGÉ**
Conception graphique : **Jocelyne DAMOUR**
Impression : **Print 2000**
Crédit photographique : **Fotolia, Jocelyne DAMOUR, Annie
DOBIN, Claire GRANGÉ, Hervé LE GRAND,
Cheik SAIDOU/Min.agri.**

© INSEE - 2012 - Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source. Autorisation préalable pour toute diffusion par voie électronique.

Retrouvez cette publication sur les pages régionales de La Réunion
du site : www.insee.fr



Sommaire

4 Synthèse
Une timide reprise de la croissance

6 Consommation-Revenus
L'inflation bride la hausse de la consommation
L'inflation se renforce en 2011
Les allocataires de minima sociaux n'ont jamais été aussi nombreux

13 Emploi
La hausse du chômage ralentit
La reprise de l'emploi marchand se confirme
Un recours important aux contrats aidés en 2011
Les créations d'entreprises reculent

18 Commerce extérieur
Avions et carburants dopent les importations

21 Système bancaire
La rentabilité des banques réunionnaises est confortée

24 Agriculture
Des revenus en baisse après la hausse des matières premières

27 Artisanat
Des résultats contrastés dans l'artisanat

30 BTP
Le BTP se stabilise

33 Tourisme
Une année record pour le tourisme

36 Énergie
Électricité : les énergies renouvelables perdent du terrain

Océan Indien

38 Mayotte
Une consommation des ménages toujours en hausse à Mayotte

40 Maurice
La croissance mauricienne se maintient

U ne timide reprise de la croissance

Après une année 2009 marquée par la crise et une année 2010 atone, l'activité économique se redresse en 2011 : la croissance du produit intérieur brut (PIB) est estimée à 1,2 % en monnaie constante (volume) (*graphique 1*). La reprise de l'investissement (+ 4,6 % en volume) est l'événement marquant en 2011, après deux années de forte baisse.

La consommation des ménages soutient une nouvelle fois l'activité et la reprise du tourisme a permis d'amplifier la croissance. Par contre, la hausse des importations l'a freinée (*tableau 1*).

Sous l'effet de l'augmentation de la population, le PIB par habitant reste stable en 2011 après deux années de baisse.

L'investissement contribue à + 0,9 point de la croissance totale du PIB, ce qui en fait le ressort le plus important. Il augmente de 8,1 % en valeur (hors avions) et de 4,6 % en volume, après avoir chuté de 8 % en volume en 2010.

Ce regain de l'investissement peut témoigner d'un changement d'attitude des entrepreneurs après l'attentisme de ces deux dernières années, mais les signes sont encore trop fragiles pour parler d'un véritable retour de la confiance. Avant la crise, l'investissement progressait en moyenne de 8,8 % par an en volume.

En 2011, les trois piliers de l'investissement, que sont le bâtiment, les travaux

publics et les biens d'équipement, participent à l'embellie.

Boom des importations de biens d'équipement

Les importations de biens d'équipement ont bondi de 33,3 % en 2011. Cette hausse résulte principalement de l'achat de deux avions lourds. Hors avions, la hausse reste conséquente : + 10,8 %, après une baisse de 2,8 % en 2010 et de 17,2 % en 2009. L'importation de machines a notamment augmenté de 12,6 %.

Par ailleurs, le bâtiment et les travaux publics ont été soutenus par un regain de la commande publique. La production de logements sociaux augmente fortement, tandis que le logement privé se contracte. Les certificats de conformité électrique de logements neufs (Consuel) augmentent néanmoins de 2,4 %.

L'emploi salarié marchand est en hausse de 3,0 % en moyenne annuelle, et la masse salariale correspondante de 5,4 %, soit 1,8 point de mieux qu'en 2010. Par contre, dans le secteur public, les salaires ont crû moins rapidement (+ 0,6 % contre + 2,0 % en 2010). L'ensemble des salaires versés augmente de 2,9 % après 2,6 % en 2010. Les prestations sociales croissent de 4,3 % contre 5,7 % en 2010.

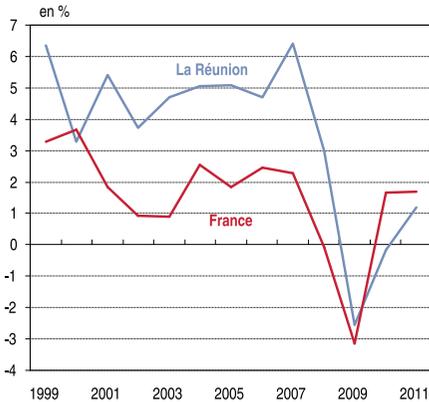
Au total, le revenu disponible des ménages augmente de 3,5 % comme en 2010. Toute-

Comptes Rapides pour l'outre-mer (Cerom)



Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Cerom entre l'Insee, l'AFD, et l'IEDOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

■ Graphique 1 - Taux de croissance en volume à La Réunion et en France



Source : Insee, comptes nationaux ; Cerom, comptes rapides.

fois, l'inflation ayant été plus forte, la consommation des ménages en volume s'effrite (+ 1,2 % contre + 1,6 %). Elle contribue pour + 0,8 point à l'évolution du PIB.

Les exportations de biens augmentent de 1,9 % en valeur, la baisse des exportations

de sucre et de rhum étant compensée par une augmentation de celles des produits de la mer. En volume, les exportations de biens sont en retrait de 0,1 %.

Des dépenses touristiques en hausse

La fréquentation touristique atteint un niveau record : 471 300 touristes ont été accueillis soit 12 % de plus qu'en 2010. Cette très bonne année touristique s'est traduite par une progression de 16 % des dépenses des touristes non-résidents en 2011. Elles contribuent pour + 0,3 point à l'augmentation du PIB.

L'amélioration des recettes extérieures a été contrebalancée par la hausse des importations de biens (+ 8,0 %). Celles-ci se sont envolées notamment avec la hausse du prix des carburants (+ 26,6 %). Sur l'année, les prix des importations augmentent de 6,1 % et les volumes de 1,9 %, ce qui contribue de façon négative à l'évolution du PIB (- 0,5 point). ■

Michel BRASSET
Insee La Réunion-Mayotte

■ Tableau 1 - Évolution du PIB et de ses principales composantes en 2011

	Variation 2011/2010 en %			Contributions à l'évolution du PIB entre 2010 et 2011 (en points)
	Volume	Prix	Valeur	
Produit intérieur brut (PIB)	1,2	1,9	3,1	1,2
Consommation des ménages	1,2	2,1	3,3	0,8
Consommation des administrations publiques	- 0,7	1,3	0,6	- 0,3
Investissement	4,6	3,4	8,1	0,9
Importations de biens	1,9	6,1	8,0	- 0,5
Exportations de biens	- 0,1	2,0	1,9	0,0
Dépenses des touristes	14,9	1,1	16,2	0,3

Source : Cerom, comptes rapides.

L'inflation bride la hausse de la consommation

La consommation et les revenus peinent à retrouver un rythme aussi soutenu qu'avant la crise. Le redémarrage, amorcé l'an dernier après une année 2009 difficile, s'esouffle, à cause d'une inflation plus élevée en 2011. Les salaires distribués par certains secteurs comme la construction ou l'hébergement et la restauration rebondissent néanmoins.

La consommation des ménages augmente de 3,3 % en valeur, comme en 2010. Dans le même temps, l'inflation progresse nettement (+ 2,5 %, après + 1,5 % en 2010 sur les produits marchands). En conséquence, la consommation en euros constants (en volume) progresse plus modestement (+ 1,2 % après + 1,6 % en 2010). Depuis trois ans, la consommation des ménages piétine. Elle n'augmente que de 1,2 % en volume en moyenne annuelle, soit 3 points de moins par rapport à la moyenne des 10 années précédentes (+ 4,3 %).

La valeur des biens de consommation importés augmente modérément (+ 2,9 %). Les importations de produits d'habillement, cuir et chaussures (+ 6,5 %), de savons, produits d'entretien et parfumerie (+ 7 %) et d'appareils ménagers (+ 7,8 %)

sont les plus dynamiques. A contrario, les importations d'articles de joaillerie, bijouterie et instruments de musique (- 9,1 %) et de produits de l'édition (- 4,6 %) se contractent. La valeur des importations de voitures particulières repart à la hausse (+ 16,2 %), après deux années de baisse.

Le ralentissement de la consommation est lié au revenu des ménages réunionnais. En valeur, le revenu disponible brut (RDBM) croît de 3,5 %. Affecté par l'inflation, le RDBM n'augmente plus que de 1,1 % en volume (*graphique 1* et *tableau 1*). Ce niveau est le plus bas observé pour La Réunion depuis le début des années 90. L'accroissement de la population, combiné à l'inflation, plombe le RDBM par habitant en volume à - 0,3 %, malgré une hausse de 2,1 % en valeur.

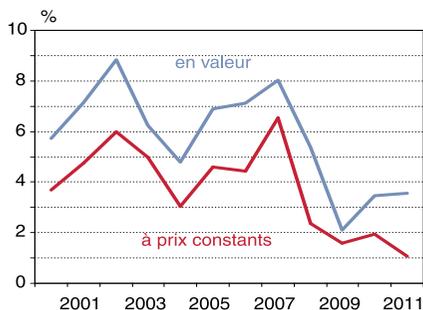
La masse salariale poursuit son redressement

La masse salariale, composant principal du revenu, progresse de 2,9 % en 2011 et confirme ainsi le regain amorcé en 2010 (+ 2,6 %). La masse salariale distribuée croît de 5,3 % dans la construction. Cette hausse fait suite à une période difficile : - 7,6 % en 2010 et - 15,4 % en 2009. La reprise de l'emploi dans le secteur, soutenue par la commande publique et la construction de logements sociaux, relève le niveau de la masse salariale.

Les industries extractives bénéficient du regain du BTP, avec une croissance de la masse salariale de 5,4 %. Les salaires distribués dans les industries manufacturières hors cokéfaction et raffinage augmentent de 1,7 %, soit une progression plus faible que dans les autres secteurs industriels.

Dans le secteur tertiaire, l'hébergement et la restauration profitent de la bonne saison

■ Graphique 1 - Évolution du revenu disponible des ménages



Source : Cerom, comptes rapides.



■ Tableau 1 - Évolution du revenu disponible des ménages

en %

	Total		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
2010-2011	3,5	1,1	2,1	-0,3
Moyenne annuelle 2001-2011	5,6	3,6	4,2	2,3

Source : Cerom, comptes rapides.

Le revenu disponible brut des ménages est constitué des revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

touristique, avec une hausse de la somme des salaires versés de 10,5 %. Les masses salariales augmentent aussi sensiblement dans les activités financières et d'assurances (+ 7,7 %), les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+ 7,1 %) et les services administratifs et de soutien (+ 6,6 %).

Les salaires versés dans le secteur public progressent faiblement (+ 0,6 %), suite à l'augmentation minimale du point d'indice de la fonction publique (+ 0,25 % en moyenne annuelle) et à la stabilité des effectifs dans les collectivités locales.

Dans le secteur privé, la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) est de 1,8 % en moyenne annuelle. Le Smic a été revalorisé deux fois en 2011, passant dans un premier temps de 8,86 euros à 9 euros au 1^{er} janvier 2011 puis à 9,19 euros au 1^{er} décembre 2011.

Rebond des retraites et des prestations versées par la CAF

Les prestations sociales en espèces (hors remboursement de sécurité sociale et allocation logement) complètent les revenus des ménages : leur montant augmente de 4,6 % en 2011.

Les prestations de l'assurance chômage progressent, témoignant des difficultés du marché du travail : les allocations et aides aux demandeurs d'emploi ont culminé à 503 millions en 2010. En 2011, la durée de la crise provoque une augmentation des demandeurs d'emplois en fin de droits. Le nombre d'allocataires indemnisés diminue de 1 165 personnes ainsi que les allocations chômage versées (- 2,6 %), marquant une plus forte précarisation des demandeurs d'emploi.

Le montant total alloué par la caisse d'allocation familiale augmente de 8,0 %. Cette forte progression contraste avec le régime modéré des trois années précédentes (+ 1,4 % en moyenne annuelle). Hors logement, la somme totale des prestations distribuées par la caisse est de 1,21 milliard d'euros en 2011.

Entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011 dans les DOM, le revenu de solidarité active (RSA) se substitue au revenu minimum d'insertion (RMI) et à l'allocation parent isolé (API). Le RSA complète les revenus salariaux modestes et assure un revenu minimum aux personnes dénuées de ressources. Au cours de l'année 2011, plus de 98 000 personnes ont bénéficié du RSA, socle ou activité.

La valeur des pensions de retraites versées croît de 7,1 % et atteint 1,16 milliard d'euros, rompant ainsi avec les décélérations successives depuis 2008.

En place depuis 2009, le revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) complète les revenus inférieurs ou égaux à 1,4 Smic dans les DOM. Marqué par de nouvelles conditions de distribution plus restrictives, le nombre de bénéficiaires du RSTA diminue, ainsi que les montants distribués : 75 millions d'euros en 2011, soit 24 % de moins qu'en 2010. ■

L'inflation se renforce en 2011

À La Réunion, les prix à la consommation des biens et services augmentent en moyenne de 2,5 % entre 2010 et 2011 (+ 2,1 % France entière). Ils étaient en hausse de 1,5 % en 2010, après une année 2009 où l'inflation avait été particulièrement faible à + 0,5 %.

Sur les vingt dernières années, l'inflation réunionnaise a toujours été plus forte qu'en France, à quelques exceptions près (*graphique 1*). Sur longue période, les prix ont donc plus augmenté à La Réunion qu'en France : + 48 % contre 39 % en France en 20 ans.

En 2011, 72 % de l'inflation réunionnaise est portée par deux postes de consommation, l'énergie et les services (*tableau 1*). Ils contribuaient encore plus fortement l'an passé (80 %) à l'augmentation générale des prix.

Forte hausse des prix de l'énergie

En 2011, les prix de l'énergie augmentent fortement (+ 11,4 %). Si la hausse est élevée pour les tarifs de l'électricité (+ 6,4 %), les prix des produits pétroliers s'envolent une

nouvelle fois (+ 13,9 %). À eux seuls, les supercarburants (+ 14,2 %) et le gazole (+ 16,3 %) contribuent respectivement à hauteur de 15 % et 10 % à l'inflation totale. En France, les prix de l'énergie ont encore plus augmenté (+ 12,3 % dont + 15,8 % pour les seuls produits pétroliers).

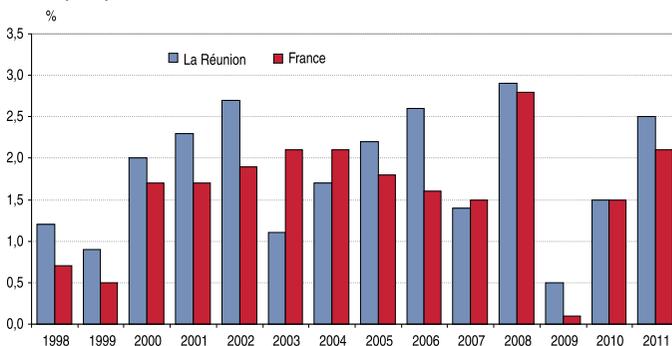
Les prix des services augmentent beaucoup moins (+ 2,1 %). Toutefois, les dépenses de services pèsent plus lourd dans le budget des Réunionnais (41 %), et leur contribution à l'inflation est finalement identique à celle de l'énergie.

Le poste qui regroupe les loyers, l'eau et l'enlèvement des ordures ménagères subit la plus forte hausse : + 3,0 %. À eux seuls, les loyers des résidences principales contribuent pour 6 % à l'augmentation totale des prix.

Les prix des « autres services », qui englobent notamment les assurances, ont augmenté en moyenne de 2,4 %, et les services de santé de 1,4 %, alors qu'ils étaient stables en 2010.

La hausse a été plus modeste dans les transports et communications (+ 0,8 % entre 2010 et 2011), après une augmentation de 2,9 % entre 2009 et 2010. Néanmoins, les

■ Graphique 1 : Inflation : + 2,5 % en 2011



Source : Insee, indices des prix à la consommation.





■ Tableau 1 : Indices des prix : moyennes annuelles et contributions à l'inflation

	Pondérations 2011	Variations des moyennes annuelles de 2011/2010 en %		Contributions à l'inflation à La Réunion	
		La Réunion	France entière	en point	en %
Ensemble	10 000	2,5	2,1	2,5	100,0
Alimentation hors tabac	1 756	2,7	1,9	0,5	19,3
Produits frais	189	3,2	-1,2	0,1	3,3
Alimentation hors produits frais	1 567	2,5	2,4	0,4	16,0
Tabac	122	7,7	5,9	0,1	3,8
Produits manufacturés	3 233	0,4	0,1	0,1	4,9
Habillage et chaussures	698	-0,8	0,0	-0,1	-2,4
Produits de santé	109	0,2	-1,5	0,0	0,1
Autres produits manufacturés	2 426	0,7	0,4	0,2	7,1
Énergie dont :	785	11,4	12,3	0,9	36,4
Produits pétroliers	525	13,9	15,8	0,7	29,7
Services	4 104	2,1	1,7	0,9	35,6
Loyer, eau et enlèvement des ordures	1 004	3,0	1,8	0,3	12,3
Services de santé	172	1,4	1,1	0,0	1,0
Transports et communications	993	0,8	-0,5	0,1	3,4
Autres services	1 935	2,4	2,2	0,5	18,9
Ensemble hors énergie	9 215	1,7	1,3	1,6	64,8
Ensemble hors tabac	9 878	2,4	2,0	2,4	96,0

Source : Insee, indices des prix à la consommation.

tarifs des seuls transports aériens de voyageurs augmentent de 4 %, et pèsent pour 6 % dans l'ensemble de l'augmentation des prix.

Renchérissement du prix des produits alimentaires

Entre 2010 et 2011, les prix des produits alimentaires augmentent en moyenne de 2,7 %, sous l'effet notamment de la hausse des prix des produits frais (+ 3,2 %). Le prix des poissons frais a en particulier augmenté de 6,7 %. Les produits alimentaires hors produits frais, qui représentent 90 % des dépenses alimentaires, ont augmenté de 2,5 %. Parmi les hausses de prix les plus significatives, le poste sels, épices, condiments, vinaigres et sauces a augmenté de 12,8 %, celui des légumes surgelés, secs et en conserve de 10,0 %, et les huiles alimentaires de 8,5 %.

Les Réunionnais consacrent un tiers de leurs dépenses à l'achat de produits manu-

facturés. Leur prix augmente peu entre 2010 et 2011 (+ 0,4 %), et les prix de l'habillement et des chaussures ont même diminué (-0,8 %). Les prix des « autres produits manufacturés » augmentent en moyenne de 0,7 %, et ceux des produits de santé de 0,2 %.

Enfin, le prix du tabac croît de 7,7 %. Le tabac représente une dépense faible dans le budget moyen des ménages réunionnais, qu'ils soient fumeurs ou non fumeurs. Même si le prix du tabac a bien plus augmenté entre 2010 et 2011 que celui des produits manufacturés, l'impact sur l'inflation est comparable pour les deux postes de dépenses.

Les prix augmentent plus vite pour les ménages modestes

En 2011, les prix augmentent en moyenne de 2,5 % à La Réunion. Mais certaines catégories de ménages ont été plus touchées

■ **Tableau 2 - Catégories de ménages pour lesquelles l'inflation a été la plus forte en 2011 à La Réunion**

en %

Catégories	Inflation subie
De 60 à 74 ans	2,95
Retraités	2,85
Familles monoparentales	2,83
75 ans et plus	2,77
Agriculteurs	2,76
Ménages modestes ¹	entre 2,60 et 2,76
Ouvriers	2,66
Propriétaires	2,63
Ensemble des ménages	2,49

Sources : Insee, enquête Budget de famille 2006, indices des prix à la consommation.

1. Les ménages modestes sont ici ceux dont le revenu par unité de consommation est inférieur à 790 euros.

par l'inflation. Pour ces ménages, les prix qui ont le plus augmenté en 2011 sont également ceux qui pèsent le plus sur leur budget (tableau 2).

Ainsi, les agriculteurs et les ouvriers dépendent proportionnellement plus en alimentation et en énergie. Les retraités consacrent une part plus élevée à l'alimentation et aux services, notamment pour les transports et communications. Leur profil de dépenses les a conduit à subir une inflation plus importante que la moyenne.

De même les ménages plus âgés (plus de 45 ans), qui consomment plus en alimentation, ont été plus touchés.

Pour les revenus modestes, l'alimentation et l'énergie pèsent plus dans le budget. Ce dernier poste est également plus élevé pour les propriétaires. La forte hausse de l'énergie est à l'origine de l'inflation élevée constatée pour ces ménages.

Enfin, les familles monoparentales, plus consommatrices de services, notamment de transports, communications et loyers, ont été défavorisées par la forte augmentation de ces postes en 2011. ■

Olivier FAGNOT
Insee La Réunion-Mayotte

Inflation moyenne et perception individuelle

Les Réunionnais dépendent en moyenne 41 % de leur budget dans l'achat de services. Ils concernent l'habitation (loyer, eau et enlèvement des ordures), la santé, les transports et communications (aérien, téléphonie, internet, etc.) et d'autres services, comme les assurances.

Mais cette part consacrée aux services varie fortement d'un ménage à l'autre. Par exemple, en 2011, les ménages dont la personne de référence est âgée de 30 à 44 ans dépendent en moyenne 39 % de leur budget en services lorsque dans le même temps celles de 60 à 74 ans y consacrent 48 % de leur budget. En conséquence, lorsque les prix des services augmentent plus que l'inflation générale, comme en 2011, les ménages qui y consacrent la part la plus importante subissent davantage cette hausse. Le cumul de l'évolution de tous les postes de dépenses (alimentation, tabac, produits manufacturés, énergie et services) détermine l'inflation.

L'Insee relève chaque mois les prix de 750 produits dans différentes formes de vente. Au total, 6 200 relevés sont effectués pour calculer l'inflation. Ils sont agrégés selon le poids que ces produits représentent dans la consommation réunionnaise moyenne.

Le profil de dépenses de chaque catégorie de ménages s'écarte plus ou moins du profil réunionnais moyen. Chaque ménage ressentira ainsi différemment l'inflation, s'il est par exemple jeune ou âgé, s'il dispose de revenus modestes ou élevés, s'il est propriétaire ou locataire de sa résidence principale, etc.



Les allocataires de minima sociaux n'ont jamais été aussi nombreux

En 2011, 150 300 allocataires ont bénéficié d'une prestation considérée comme minimum social. C'est un niveau jamais atteint auparavant (*graphique 1*). Le nombre d'allocataires a augmenté de 4,1 % en un an, progressant plus rapidement que la population (+ 1,5 %). La hausse s'accroît encore par rapport à celle de 2010 (+ 2,4 %), année où le nombre d'allocataires de minima sociaux repartait à la hausse après deux années de stabilité.

Le nombre de demandeurs d'emploi non indemnisés ayant augmenté en 2011, les allocations chômage du régime solidarité ont bondi de 16 %.

Parallèlement, le montant des allocations versées augmente de 5,5 %.

La hausse de 2010 se poursuit en 2011. Tous les minima sociaux augmentent exceptés ceux en rapport avec les droits à la retraite (*tableau 1*). Les montants versés, 830 millions d'euros, s'accroissent également. La principale prestation, le RSA (socle + socle et activité), a été perçue par plus de 86 000 foyers, en augmentation de 5,5 % par rapport au total RMI plus API de 2010.

Mise en place du RSA en 2011

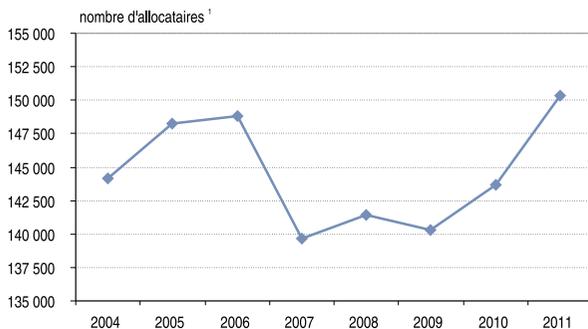
L'année 2011 est marquée par des réformes importantes en matière de minima sociaux. La plus marquante est l'instauration du revenu de solidarité active (RSA) dans les départements d'outre-mer au 1^{er} janvier 2011.

Le RSA est destiné à assurer un revenu minimum aux personnes sans ressources (RSA socle seul) ou à compléter les ressources des personnes dont l'activité professionnelle ne leur apporte que des revenus limités (RSA activité). Le RSA socle se substitue au revenu minimum d'insertion (RMI) et à l'allocation de parent isolé (API). Le RSA socle peut venir en complément du RSA activité (RSA socle et activité). Le RSA socle et activité est destiné aux personnes ayant de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est inférieur à un montant forfaitaire.

Le RSA a été étendu aux jeunes de 18 à 25 ans (RSA jeune) sous conditions d'activité antérieure.

Seuls le RSA socle et le RSA socle et activité sont considérés comme des minima sociaux.

■ Graphique 1 - Minima sociaux : un niveau jamais atteint



Sources : CDC Bordeaux ; CAF Réunion ; Pôle emploi ; CGSS.

1. Sont comptabilisés : RSA socle + RSA socle et activité ; allocations chômage du régime solidarité (dont ASS) ; AAH ; Aspa ; RSO.



■ Tableau 1 - 150 000 allocataires de minima sociaux

	Allocataires au 31/12		Montants versés en millions d'euros	
	2011	Variation 2011/2010 en %	2011	Variation 2011/2010 en %
Total prestations ¹ dont	150 327	4,1	829,8	5,5
RSA socle + RSA socle et activité ²	86 264	5,5	460,2	3,6
Allocation chômage du régime solidarité	15 330	15,9	84,9	16,7
dont allocation de solidarité spécifique (ASS)	15 100	16,2	83,7	16,4
Allocation aux adultes handicapés (AAH)	13 398	8,0	105,9	12,9
Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa)	28 131	-3,7	136,4	2,7
Revenu de solidarité (RSO)	6 818	-7,8	40,9	-2,4

Sources : Caisse des dépôts et consignations de Bordeaux ; CAF Réunion ; Pôle emploi ; CGSS.

1. Un allocataire peut cumuler plusieurs prestations et certaines allocations ne sont pas détaillées dans ce tableau. C'est pourquoi la somme des allocataires pour chacune des allocations est différente du total.

2. Le total « RSA socle + RSA socle et activité » en 2011 est comparé au total « RMI + API » en 2010.

L'allocation spécifique de solidarité (ASS) versée aux chômeurs en fin de droits accuse la plus forte hausse (+ 16,2 %) et concerne 15 100 personnes.

L'allocation adulte handicapé (AAH) est revalorisée en 2011, conformément à la réforme entreprise en 2008 visant à augmenter l'allocation de 25 % sur 5 ans. Revalorisé de 2,2 % en avril 2011 puis en septembre 2011, le montant de l'AAH passe à 727,61 euros puis à 743,62 euros. Les montants versés au titre de l'AAH augmentent donc plus vite que le nombre d'allocataires. Par rapport à 2010, près de 1 000 allocataires supplémentaires ont bénéficié de l'AAH (+ 8 %).

L'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) poursuit sa baisse grâce à l'amélioration des droits acquis dans les régimes de retraite. Le nombre d'allocataires diminue de 3,7 % en 2011, même s'il concerne encore plus de 28 000 personnes.

Le revenu de solidarité (RSO) repart à la baisse en 2011 (-7,8 % d'allocataires). Spécifique aux DOM, le RSO s'adresse

aux personnes d'au moins 55 ans (50 ans avant le RSA) et de moins de 65 ans. Cette allocation permet d'accéder à un revenu amélioré jusqu'à la retraite, sous réserve que l'allocataire s'engage à quitter le marché du travail. ■

Stéphanie LIEUTIER
Insee La Réunion-Mayotte





L

La hausse du chômage ralentit

En 2011, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 5,5 % à La Réunion, soit au même rythme qu'au niveau national (+ 5,6 %). Cette hausse est moins marquée qu'en 2010 (+ 12,2 %) et 2009 (+ 24 %). La demande d'emploi s'accroît de 0,4 % par mois en 2011, contre + 1,0 % en 2010. Fin 2011, 122 240 Réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A, soit 5 880 personnes de plus en un an (*graphique 1*).

Les seniors (50 ans ou plus) sont une nouvelle fois les plus touchés. Leur nombre a augmenté de 17,7 %, pour atteindre 20 640 demandeurs d'emplois fin 2011 contre 17 600 un an plus tôt.

Alors qu'en 2009 la demande d'emploi des hommes augmentait beaucoup plus vite que celle des femmes (+ 30 % contre + 19 %), l'année 2011 confirme l'inversion de tendance constatée en 2010. En effet, la demande d'emploi des femmes a augmenté plus vite que celle des hommes (+ 6,8 % contre + 4,1 %).

En 2011, le chômage des femmes, défini par le bureau international du travail (BIT), s'est accentué et l'écart avec les hommes s'est

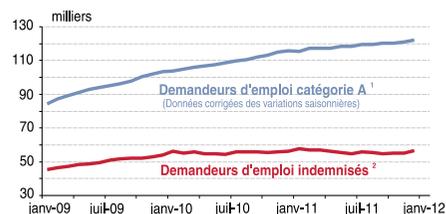
une nouvelle fois creusé. Ainsi, le taux de chômage augmente de 1,8 point en un an chez les femmes pour s'établir à 31,8 %, alors qu'il diminue dans le même temps de 0,7 point pour les hommes (27,5 % au 2^e trimestre 2011).

En revanche, la demande d'emploi progresse moins fortement chez les jeunes. Malgré tout, ils demeurent les plus touchés avec 60 % des actifs de 15 à 24 ans au chômage. De plus, ils sont plus fréquemment au chômage de longue durée (plus d'un an) : 64 % en 2011 contre 50 % en 2010.

Dans l'ensemble, le chômage augmente pour la 4^e année consécutive. Il s'élève au 2^e trimestre 2011 à 29,5 % de la population active (personnes en emploi ou au chômage). Depuis le début de la crise en 2008, le taux de chômage réunionnais a augmenté de près de cinq points. La Réunion reste la région française où le chômage est le plus élevé.

Fin 2011, plus de la moitié des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'un an, soit 72 560 personnes. Parmi eux, les personnes inscrites depuis au moins deux ans ont particulièrement augmenté (+ 31,3 %). Elles sont 39 000 fin 2011.

■ Graphique 1 : hausse des demandeurs d'emploi, stabilisation des indemnisés



Source : STMT, Pôle emploi, Dares.

1. Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

2. Demandeurs d'emploi indemnisés : personnes bénéficiant de l'assurance chômage, de financements de l'État (fonds de solidarité, pré-retraite, stagiaire régime publique, allocation fin de formation, fonds de professionnalisation et de solidarité) ou de rémunération de formation de Pôle emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés, que ce soit par le régime d'assurance chômage ou par l'État (principalement l'allocation de solidarité spécifique - ASS) n'a augmenté que de 0,2 %.

Le nombre d'allocataires de l'assurance chômage a d'ailleurs diminué de 2,8 % sur l'année (- 1 165 allocataires), marquant ainsi une plus forte précarisation des demandeurs d'emploi. En effet, de nombreux demandeurs d'emplois, au chômage depuis 2009 suite à la crise, sont arrivés en fin de droits après la durée maximale d'indemnisation (700 jours). ■

Pascale FAUVET
Diecect

La reprise de l'emploi marchand se confirme

La reprise de la création d'emplois, amorcée timidement en 2010, se confirme en 2011. Ainsi, l'emploi salarié principalement marchand augmente de 3,0 % en moyenne annuelle à La Réunion, après +0,6 % en 2010 (tableau 1). Les pertes d'emplois de 2009 sont ainsi compensées par deux années consécutives de hausse. Au niveau national, la création nette d'emplois s'est maintenue, mais à un niveau faible, en 2009 et 2010 (+0,4 %). En 2011, elle s'amplifie (+1,0 %).

À La Réunion, les services concentrent plus de la moitié des emplois (53 %). Après une bonne année 2010 (+3,9 %), ce secteur a créé de nouveau beaucoup d'emplois en 2011 (+5,1 % en moyenne

annuelle). La plupart des secteurs bien orientés en 2010 ont poursuivi leur dynamique : l'emploi augmente fortement dans les associations (+8,2 %) et dans l'hébergement et la restauration (+8,0 %, principalement dans la restauration). Les emplois occupés dans l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale (hors titulaires) sont également en forte hausse (+6,1 % après +6,0 % en 2010). Seules exceptions, l'information et communication progresse moins vite (+1,7 %) qu'en 2010 (+4,0 %), et les activités immobilières décroissent (-0,4 % après +2,4 % en 2010).

Au niveau national, les créations d'emplois dans les services sont nettement

■ Tableau 1 - Emploi salarié marchand en 2011 : un bon 3^e trimestre

en %

	Variation au cours du :				Poids de l'emploi au T4 2011	Variation moyenne annuelle		
	1 ^{er} trim. 2011	2 ^e trim. 2011	3 ^e trim. 2011	4 ^e trim. 2011		La Réunion		France
						2010/2009	2011/2010	2011/2010
Industrie dont :	-0,1	-0,6	4,8	-0,9	11,8	-2,1	1,7	-0,4
-agroalimentaire	-3,3	0,1	7,4	-0,9	4,5	2,0	1,5	-0,2
Construction	1,7	1,8	3,1	-4,2	12,2	-7,7	1,0	-0,6
Commerce	-2,2	-0,1	1,3	1,6	22,9	0,3	0,0	0,7
Service marchands dont :	0,9	0,2	2,9	1,6	53,1	3,9	5,1	1,4
-hébergement et restauration	-0,7	1,1	2,6	-0,1	6,4	1,6	2,2	0,1
-information et communication	1,2	0,4	3,1	1,9	5,0	4,8	8,0	2,2
-activités financières et d'assurance	2,9	-0,7	0,5	-0,2	2,1	4,0	1,7	2,4
-activités immobilières	-0,6	1,2	3,1	0,2	3,5	1,3	2,3	1,7
-activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	-2,9	1,6	1,1	0,1	1,6	2,4	-0,4	1,2
-dont activités de services, administratifs et de soutien	-2,9	2,2	3,1	1,9	14,1	2,8	4,6	2,8
-enseignement, santé humaine et action sociale	-4,2	2,8	2,4	3,4	9,8	3,4	5,0	2,4
-autres activités de services	0,7	0,1	3,4	1,8	11,5	6,0	6,1	1,2
-autres activités de services	9,8	-3,7	3,0	3,3	9,0	5,5	8,2	0,1
Ensemble	0,1	0,3	2,8	0,6	100,0	0,6	3,0	1,0

Source : Bordereaux URSSAF, traitement Insee Epure.



E

Emploi

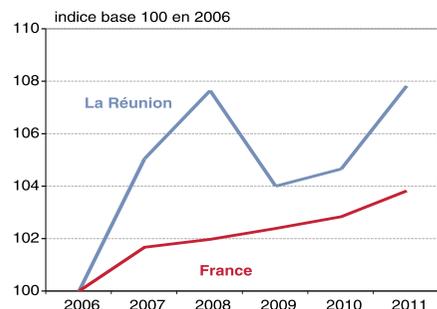
moins marquées. Elles se concentrent principalement dans les activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (+ 2,8 %) - en particulier l'intérim (+ 2,4 %) - dans le secteur de l'information et de la communication (+ 2,4 %) ainsi que dans l'hébergement et la restauration (+ 2,2 %).

À La Réunion, l'emploi dans l'industrie se redresse (+ 1,7 %), en particulier au troisième trimestre, mais cette reprise ne parvient pas à compenser les pertes d'emplois de 2010 (- 2,1 %). Toutefois, l'industrie affiche de meilleurs résultats qu'au niveau national (- 0,4 %). L'industrie agroalimentaire réunionnaise bénéficie d'une seconde année consécutive de créations nettes d'emplois (+ 1,5 % après + 2,0 % en 2010).

L'emploi reprend dans la construction (+ 1 %) après une année 2010 marquée par de nombreuses suppressions d'emplois (- 7,7 %). Le secteur de la construction se porte mieux qu'au niveau national (- 0,6 %).

Après avoir légèrement augmenté en 2010 (+ 0,3 %), l'emploi dans le commerce est stable en 2011 alors qu'il augmente légèrement au niveau national (+ 0,7 %). Cette année, les créations nettes d'emploi survenues au second semestre à La Réunion ont compensé les pertes d'emploi des deux premiers trimestres.

■ Graphique 1 - Évolution de l'emploi salarié marchand depuis 2006



Source : Bordereaux URSSAF, traitement Insee Epure

■ Tableau 2 - Emploi salarié marchand à La Réunion et en France (moyennes annuelles)

indice base 100 en 2006

	2007	2008	2009	2010	2011
La Réunion dont :	105,1	107,6	104,0	104,7	107,8
-industrie	104,3	108,3	105,2	103,0	104,8
-construction	112,1	117,7	100,2	92,5	93,4
-commerce	99,7	101,6	101,3	101,6	101,7
-serv. marchands	105,0	106,7	105,6	109,7	115,2
France dont :	101,7	102,0	102,4	102,8	103,8
-industrie	98,7	97,0	93,1	90,3	89,9
-construction	104,2	106,6	104,7	103,1	102,5
-commerce	101,2	101,3	99,8	99,7	100,4
-serv. marchands	102,4	102,7	101,0	102,5	104,0

Source : Bordereaux URSSAF, traitement Insee Epure.

Une évolution de l'emploi plus favorable à La Réunion sur cinq ans

En cinq ans, entre 2006 et 2011, l'emploi évolue plus favorablement à La Réunion qu'au niveau national : il augmente de 7,8 % dans la région contre + 3,8 % en France entière (graphique 1).

Les tendances dans l'industrie et la construction sont différentes entre La Réunion et la France. Sur cinq ans, les effectifs salariés de l'industrie réunionnaise augmentent (+ 4,8 %) alors qu'ils chutent au niveau national (- 10,1 %). À l'inverse, la construction se porte mieux au niveau national (+ 2,5 %) qu'à La Réunion (- 6,6 %) (tableau 2).

Dans le secteur du commerce, l'emploi est presque stable sur 5 ans (+ 1,7 % à La Réunion et + 0,4 % en France). Dans les services, les créations d'emploi sont bien orientées dans les deux cas mais elle sont nettement plus vigoureuses à La Réunion (+ 15,2 % contre + 4,0 % au niveau national). ■

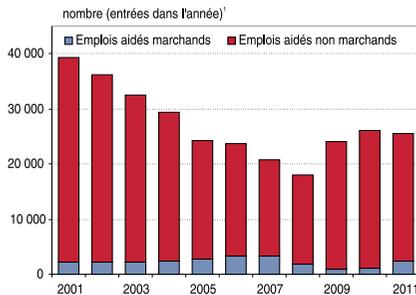
Jean-Noël ARNOUX
Insee La Réunion-Mayotte

Un recours important aux contrats aidés en 2011

En 2011, 28 030 contrats aidés ont été signés, soit une augmentation de 3,7 % par rapport à 2010 (*tableau 1*).

Seul le secteur non marchand bénéficie de cette hausse. Ainsi, 1 900 contrats uniques d'insertion (CUI-CAE) supplémentaires ont été signés en 2011, soit une hausse de 8 % (25 680 contrats signés). À l'inverse, conséquence d'un faible dynamisme économique, les contrats d'accès à l'emploi (CAE-DOM) reculent nettement avec 900 contrats en moins, pour un total de 2 350 contrats signés en 2011. A fortiori, la part du secteur non marchand dans les emplois aidés a augmenté pour passer de 87 % à 92 % en 2011.

■ Graphique 1 : Nombre d'emplois aidés (entrées dans l'année) depuis 2001



Source : ASP, traitement.

1. Le nombre d'entrées dans l'année diffère du nombre de contrats signés. Un contrat signé en décembre peut en effet entrer réellement dans le dispositif en janvier de l'année suivante.

■ Tableau 1 - Hausse du nombre de contrats aidés signés

Contrats signés dans l'année ¹	2010	2011	Variation 2011/2010 en %
Secteur marchand (CAE-DOM)	3 240	2 350	- 27,3
Secteur non marchand (CUI-CAE)	23 800	25 680	7,9
Total	27 040	28 030	3,7

Source : ASP - Traitement SESE.

1. Y compris renouvellements

Les bénéficiaires de CUI-CAE sont principalement recrutés dans les associations ou les fondations (40 %) et dans les collectivités territoriales (39 %). En revanche, les établissements publics recrutent de moins en moins de contrats aidés (21 % des contrats signés après 30 % en 2010).

Dans le secteur marchand, plus de neuf contrats aidés sur dix sont signés par des entreprises. Mais le poids des associations ou fondations a augmenté de près de 4 points passant de 3,5 % en 2010 à 7 % en 2011. Les bénéficiaires d'un contrat d'accès à l'emploi exercent en premier lieu dans les services (46 %) et dans le commerce (28 %). Néanmoins, la part de l'industrie progresse (+ 13 % en 2011). ■

Pascal FAVUET
Dieccte

Un nouveau contrat unique d'insertion

Le nouveau contrat unique d'insertion (CUI) est entré en vigueur à La Réunion le 1^{er} janvier 2011 (1^{er} janvier 2010 en France métropolitaine). Le CUI remplace les contrats aidés issus de la loi de cohésion sociale. Il prend la forme, dans un cadre rénové, du contrat d'accès à l'emploi (CAE-DOM) dans le secteur marchand, et du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand. Il a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi.



E

Emploi

L

es créations d'entreprises reculent

En 2011, 7 650 entreprises ont été créées à La Réunion, soit une baisse de 6,1 % en un an. Ce résultat doit être relativisé, la création d'entreprises ayant bondi de 22 % en 2010, dopée par la production d'électricité dans le photovoltaïque par les ménages. Hors entreprises de production d'électricité, la diminution du nombre de créations aurait été limitée à -0,6 %. Au niveau national, les créations d'entreprises sont également en baisse de 12 %, en lien notamment avec le recul des créations d'auto-entrepreneurs (-18,9 % entre 2010 et 2011). Hors auto-entreprises, les créations sur l'ensemble de la France ne diminuent que de 1,6 %.

Le taux de création diminue de 2,3 points cette année pour atteindre 17,4 % (15,6 % en France). La Réunion se situe au troisième rang des régions françaises juste derrière la Guyane et le Languedoc-Roussillon.

Les créations dans le secteur de l'industrie, qui ne bénéficie plus de la défiscalisation sur le photovoltaïque, diminuent d'un tiers en 2011. La construction se replie également de 10 %, après un redressement en 2010 (+ 31 %) qui ne lui avait toutefois pas permis de retrouver le niveau d'avant crise. Les transports et l'entreposage subissent la même tendance, avec une baisse des créations de 3 % après une augmentation de 43 % l'an dernier. En 2010, la hausse avait été très forte dans les transports terrestres

(+ 34 %) et l'entreposage (+ 53 %). En 2011, l'entreposage poursuit sa croissance (+ 35 %) mais les transports terrestres chutent (- 25 %).

Les créations dans les secteurs des services (hors hébergement-restauration) et du commerce et réparation automobile sont quasiment stables cette année avec respectivement -0,9 % et -0,2 %. Ces secteurs concentrent à eux deux les deux tiers des créations à La Réunion.

Enfin, les créations ont progressé dans le secteur de la restauration (+ 9,8 %), l'hébergement étant en légère baisse.

En 2011, les créations d'auto-entreprises représentent 35 % de l'ensemble des créations (+ 2,5 points en un an). Depuis 2009, le régime de l'auto-entrepreneur n'a pas autant dopé les créations qu'ailleurs en France. La Réunion demeure au dernier rang des régions françaises dans ce domaine.

Les entreprises se créent généralement sans salarié (96 %). Parmi les entreprises qui se sont créées avec au moins un salarié en 2011 à La Réunion, la moyenne est de 3,3 salariés. Le commerce et les services sont les secteurs qui comptent le plus de salariés à la création. ■

Fabrice MICHAÏLESCO
Insee La Réunion-Mayotte

■ Tableau 1- Créations d'entreprises : la construction repart à la baisse

	Nombre			%			
	2009	2010	2011	Variation 2011/2010	Variation 2010/2009	Part auto-entreprises 2011	Taux de création ¹ 2011
Industrie	507	1 291	882	- 31,7	154,6	21,9	17,9
Construction	758	993	892	- 10,2	31,0	32,5	14,9
Commerce, réparation automobiles	2 117	2 144	2 124	- 0,9	1,3	30,3	18,3
Transports et entreposage	90	129	125	- 3,1	43,3	28,8	7,5
Hébergement, restauration	498	511	557	9,0	2,6	23,9	20,3
Autres services	2 718	3 070	3 065	- 0,2	13,0	44,4	18,0
Ensemble	6 688	8 138	7 645	- 6,1	21,7	34,8	17,4

Source : Insee, Sirène. Champ : secteur marchand non agricole.

1. Nombre de créations 2011 rapporté au stock au 1^{er} janvier 2011

A vions et carburants dopent les importations

Pour la deuxième année consécutive, les importations et les exportations réunionnaises, qui comprennent les échanges avec la France métropolitaine, augmentent en valeur.

Les importations sont en forte hausse (+ 11,9 % en 2011 après + 2,1 % en 2010). L'achat de deux avions lourds y contribue mais même sans ces achats exceptionnels, la hausse reste très significative (+ 8,0 %). Après une chute en 2009, les importations augmentent en 2011 à un rythme conforme à celui des années 2000 à 2008 (+ 6,6 % par an, hors avion), années durant lesquelles elles n'avaient cessé de croître.

La hausse des prix explique une grande partie de la progression des importations en valeur. Les prix hors avions ont en effet augmenté de 6,1 % en 2011. En volume, la

hausse des importations s'établit ainsi à 1,9 %.

Les exportations atteignent un nouveau record, mais leur croissance est beaucoup plus modérée qu'en 2010 : + 1,9 % après + 12,3 %.

Les importations augmentant plus vite que les exportations, le déficit commercial de la Réunion augmente de 12,6 %. Le taux de couverture diminue, passant de 6,6 % en 2010 à 6,0 % en 2011.

Avions et prix des carburants, principaux facteurs de la hausse des importations

L'achat de matériel de transport et la hausse en valeur des importations de car-

■ Tableau 1 : Importations exceptionnelles d'avions, hausse des carburants

	Importations 2011 en millions d'euros	Évolution 2011/2010 en %
Équipements électriques, électroniques, informatiques ; machines	894,6	7,2
Matériels de transport dont :	737,2	39,2
-avion	232,7	-
-automobile	460,9	8,9
Denrées alimentaires, boissons, tabac	699,3	7,1
Cokéfaction et raffinage	597,1	30,1
Produits de l'industrie pharmaceutique	267,1	0,6
Métallurgie et produits métalliques (hors machines et équipements)	252,5	1,9
Autres produits de l'industrie manufacturière ; machines et équipements	240,4	2,0
Textiles, habillement, cuir et chaussures	250,1	6,3
Produits en caoutchouc et en plastique, autres produits minéraux non métalliques	230,9	0,6
Produits de l'industrie chimique	223,9	4,5
Bois, papier et imprimerie	142,1	- 0,4
Agriculture, sylviculture et pêche	101,2	10,5
Autres	136,0	6,9
Total	4 772,4	11,9

Source : Douanes, résultats provisoires.



burants (qui constituent l'essentiel du poste « cokéfaction et raffinage ») pèsent pour près de 70 % dans la croissance des importations (*tableau 1*). Pour le premier poste, la hausse est portée par l'achat de deux avions. Plus marginales, les importations de l'industrie automobiles connaissent également une embellie (+ 8,9 %) après deux années consécutives de baisse. Pour la cokéfaction et le raffinage, l'augmentation des prix des produits importés (+ 26,6 %), notamment du carburant, explique presque intégralement la hausse en valeur (+ 30,1 %).

Avec un montant de 895 millions d'euros (1/5^e des importations), les équipements électroniques, électriques, informatiques et machines sont les produits les plus importés. Ces importations augmentent de 7,2 % par rapport à l'an dernier : le matériel informatique augmente fortement (+ 9,0 %), ainsi que l'électroménager (+ 7,8 %). S'il n'y avait pas eu d'achat d'avions cette année, les produits agroalimentaires seraient en deuxième position des importations en valeur, devant le matériel de transport. Leur augmentation (+ 7,1 %) s'explique à la fois par la hausse des prix et des volumes.

Des fournisseurs spécialisés

La moitié des produits importés proviennent de France métropolitaine (*tableau 2*). Si le montant des produits importés de France augmente légèrement, leur part diminue au profit des États-Unis et de Singapour. La France métropolitaine est le seul fournisseur « généraliste », les autres étant beaucoup plus spécialisés. Ainsi, Singapour, deuxième fournisseur, livre principalement des carburants, dont les montants importés croissent fortement avec le renchérissement des produits pétroliers. La Chine reste en troisième position, plutôt spécialisée dans les produits d'équipement électriques ou électroniques. L'achat exceptionnel de deux avions place les États-Unis à la quatrième place, devant l'Allemagne. Celle-ci exporte pour La Réunion des automobiles,

De plus en plus de poissons exportés

Les exportations des produits de la pêche augmentent fortement depuis quelques années. En 2011, la hausse est de 14,5 % pour un montant de 65,4 millions d'euros. Produit phare, la légine reste la plus exportée (53 millions d'euros, soit les 4/5^e des exportations de pêche), en hausse de 15 % par rapport à 2010. La légine australe (*Dissostichus eleginoides*) est une espèce de poisson des mers froides australes à forte valeur commerciale, appréciée pour sa chair blanche et fondante.

En deuxième position des produits de la pêche, les exportations de langoustes ont rapporté 7 millions d'euros en 2011.

Sur ce type de produit, l'Asie est le principal client de La Réunion, captant 80 % des exportations. La France métropolitaine n'est destinataire que de 7,1 % des exportations de pêches de La Réunion.

■ Tableau 2 - Les principaux fournisseurs restent les mêmes

Principaux fournisseurs en 2011	Importations en millions d'euros	Part des importations en %
France métropolitaine	2 408,7	50,5
Union européenne (27) hors France dont :	605,0	12,7
-Allemagne	222,5	4,7
Singapour	503,7	10,6
Chine	305,5	6,4
États-Unis	261,1	5,5
Afrique du Sud	112,7	2,4
Îles de l'océan Indien ¹	50,9	1,1

Source : Douanes, résultats provisoires.

1. Comores, Madagascar, Maurice, Mayotte, Seychelles.

des produits pharmaceutiques ou chimiques et des équipements mécaniques. Les importations en provenance des îles de l’océan Indien restent très limitées (1 % des importations).

Hausse limitée des exportations

L’industrie agroalimentaire réunionnaise reste le premier poste à l’export (*tableau 3*), avec un montant stable en valeur. Néanmoins les cartes se redistribuent. Bien que le sucre demeure, cette année encore, le premier produit exporté, il est désormais talonné par les exportations de produits de la pêche.

Ainsi, les exportations de sucre (y.c. mélasse) diminuent, suite à une baisse significative des volumes exportés. Leur montant atteint 70 millions d’euros. Dans le même temps, les exportations des produits de la pêche (65 millions d’euros) augmentent grâce à la hausse de leur prix, les volumes exportés diminuant légèrement. La légine compose la majeure partie de ces exportations (encadré).

Par ailleurs, le tonnage des déchets exportés a augmenté de 6,1 % en 2011 par rapport à 2010, pour atteindre 97 000 tonnes.

■ Tableau 4 - Principaux clients : l’Asie talonne la Métropole

Principaux clients en 2011	Exportations en millions d’euros	Part des exportations en %
France métropolitaine	82,1	28,6
Union européenne (27) hors France	61,4	21,4
Asie Est / Sud-Est ¹	71,2	24,8
Îles de l’océan Indien ²	54,0	18,8

Source : Douanes, résultats provisoires.

1. Chine, Corée du Sud, Hong-Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Pakistan, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam.

2. Comores, Madagascar, Maurice, Mayotte, Seychelles.

■ Tableau 3 - Augmentation des exportations de produits de la pêche

	Exportations 2011 en millions d’euros	Évolution 2011/2010 en %
Denrées alimentaires, boissons, tabac dont :	171,5	0,0
-sucre	70,4	- 15,5
-pêche	65,4	14,5
Équipements électriques, électroniques, informatiques; machines	30,4	1,8
Matériels de transport	25,7	- 14,4
Déchets, etc.	25,7	nd
Autres produits industriels	26,8	10,9
Autres	6,7	- 38,7
Total	286,9	1,9

Source : Douanes, résultats provisoires.

nd : non disponible

Les autres produits exportés sont généralement uniquement en transit à La Réunion, et ne sont donc pas issus d’une production locale. Ils peuvent aussi correspondre à des produits d’occasions.

Les principaux clients (*tableau 4*) de La Réunion sont la France métropolitaine (29 % du total des exportations), les pays d’Asie de l’est (presque 25 %), les pays de l’Union européenne (21 %) et les îles de l’océan Indien (19 %). La balance commerciale entre les îles de l’océan Indien et La Réunion est légèrement bénéficiaire. ■

Christian MONTEIL
Insee La Réunion-Mayotte.





La rentabilité des banques réunionnaises est confortée

Le redressement de l'activité et de la rentabilité du système bancaire réunionnais se poursuit en 2011, mais à un rythme toujours mesuré. Bien qu'elles augmentent, la collecte d'épargne et la demande de crédit restent faibles. Le niveau de créances douteuses se stabilise à un niveau relativement élevé (6 %). Le coût du risque diminue cependant fortement, ce qui permet à la rentabilité des établissements bancaires et des sociétés financières de retrouver son niveau d'avant 2008.

La collecte d'épargne progresse légèrement

Fin 2011, le total des actifs financiers collectés par le système bancaire réunionnais s'établit à 11,1 milliards d'euros. Il augmente de 3,0 % sur un an, à un rythme proche de 2010, mais toujours très en deçà de celui d'avant 2008 (graphique 1). La crise financière et sa contagion à la sphère économique ont en effet provoqué un ralentissement de la collecte de ressources, plus marqué que lors des deux premiers chocs pétroliers ou pendant les crises financières de 1992-1993 ou de 2001-2002. Malgré ce ralentissement durable, il n'y a pas eu globalement de recul des placements financiers détenus par les agents économiques réunionnais.

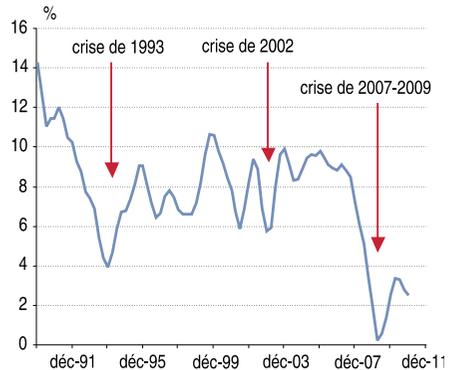
Les dépôts à vue augmentent de 4,0 % en 2011 (après + 4,8 % en 2010) et atteignent 3,6 milliards d'euros. L'encours des placements liquides ou à court terme s'établit à 3,8 milliards d'euros fin 2011 (+ 5,8 % sur l'année) après deux années de baisse. Les comptes sur livrets continuent de bénéficier de la hausse de l'encours des livrets A, qui accélère en 2011 et atteint 13,2 % (soit une collecte nette supplémentaire de 100 millions d'euros) ; ceci après + 8,9 % en 2010 et + 20,4 % en 2009, année de l'extension de la commercialisation des livrets A à l'ensemble des établissements bancaires.

Les placements liquides indexés sur les taux de marché (certificats de dépôts, comptes à terme, etc.) ont bénéficié de la bonne tenue des placements sous forme de comptes à terme et de certificats de dépôts (respectivement + 9,8 % et + 33,2 %). En revanche l'encours monétaire des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM monétaire) diminue de 24,0 %. Enfin, l'épargne à long terme s'établit à 3 670 millions d'euros fin 2011, en baisse de 0,6 % sur un an, après une hausse mesurée en 2010 (+ 3,4 %). Ces deux mouvements contraires, déjà observés au plus fort de la crise financière en 2008, reflètent l'inquiétude croissante des épargnants : ils privilégient la sécurité offerte par les placements à terme, par rapport aux placements boursiers ou sous forme d'OPCVM, plus risqués.

La demande de crédits accélère

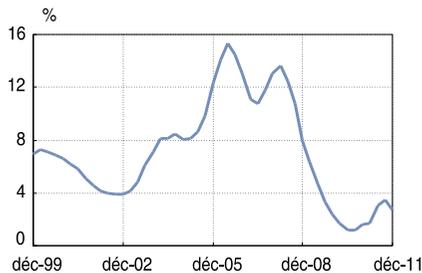
Au cours de l'année 2011, l'encours total des financements consentis par l'ensemble des établissements de crédit progresse un peu plus rapidement que les années précédentes (+ 2,7 %, après + 1,5 % en 2010 et + 1,7 % en

■ Graphique 1 - Placements totaux (variation lissée en glissement annuel)



Source : IEDOM, Surfi.

■ **Graphique 2 - Crédits consentis**
(variation lissée en glissement annuel)

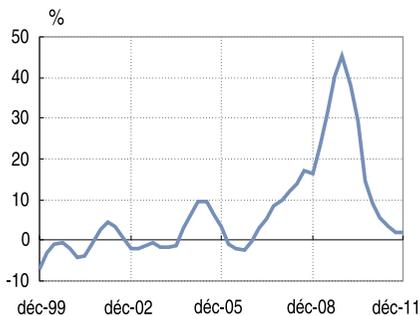


Source : IEDOM, Surfii.

2009). Il s'établit à fin décembre à 17 950 millions d'euros. Son rythme de progression reste cependant bien plus faible qu'il ne l'était avant la crise financière, en raison notamment d'une moindre demande de financement des différents acteurs économiques (graphique 2).

Les entreprises, touchées par le ralentissement de l'activité économique dans le département, ont souvent ajourné ou reporté leurs décisions d'investissement, et beaucoup d'entre elles se sont retrouvées dans une situation financière tendue. Les ménages ont limité le recours au crédit à la consommation. Leur demande de crédit à l'habitat est cependant restée relativement dynamique, soutenue par la faiblesse des taux et l'allongement des durées d'emprunt.

■ **Graphique 3 - Créances douteuses brutes** (variation lissée)



Source : IEDOM, Surfii.

Enfin, la demande de financement des collectivités a également diminué pour plusieurs raisons : la fin des grands travaux d'infrastructure, des reports ou annulation de chantiers suite aux changements de majorité politique intervenus dans plusieurs collectivités locales, et la diminution de leurs marges de manœuvre financières.

L'encours de créances douteuses se stabilise

Les encours de créances douteuses brutes se stabilisent (+0,3%) (graphique 3). Ils avaient fortement augmenté au plus fort de la crise financière (+39,7% au cours de l'année 2009) et progressaient encore de 9,3% en 2010. Le poids des créances douteuses brutes reste relativement important (6,1% en fin d'année, environ 3% en France). Il retrouve son niveau du début des années 2000 (6,4% en mars 2000), effaçant une décennie de diminution des risques. Pour mémoire, il s'établissait au plus bas à 3,8% en fin d'année 2007.

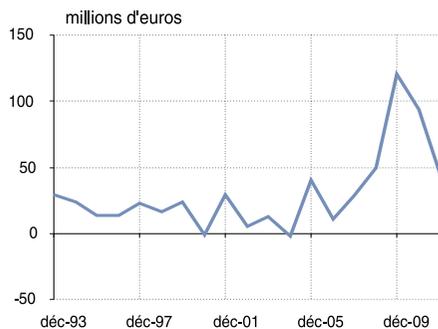
La rentabilité des banques progresse fortement

La rentabilité des quatre principales banques locales (BR, BNPPR, BFCOI, CRCAMR) s'améliore une nouvelle fois en 2011. Elles dégagent un résultat net après impôt de 73 millions d'euros (+61,3% sur un an), soit pratiquement le niveau des années précédant la dernière crise financière. En 2010, leur résultat s'établissait à +45,2 millions d'euros, après -1,7 million d'euros en 2009.

La hausse du produit net bancaire, qui s'établit à 375 millions d'euros (+4,5% sur un an), explique cette amélioration. Mais les banques font encore face à un coût du risque important, dans un contexte économique toujours dégradé. Les quatre établissements bancaires sont désormais concernés, et le coût du risque s'établit à 46 millions d'euros, en forte baisse cependant par rapport à 2010 (graphique 4). Les dota-



■ Graphique 4 - Coût du risque net



Source : IEDOM, Surfî.

tions nettes aux provisions reculent fortement (-51,8 % entre 2010 et 2011), tandis que les pertes sur créances irrécupérables, couvertes ou non par des provisions, baissent légèrement (-4,3 %, à 30 millions d'euros).

Le redressement de la marge globale d'intermédiation dégagée par les quatre banques s'est poursuivi en 2011. Il avait été amorcé en 2009 après douze années de diminution. La marge d'intermédiation s'établit désormais à 2,16 %, après 2,11 % en 2010. Le redressement des marges a permis aux banques de préserver pour partie leur rentabilité, qui ne pouvait plus reposer sur l'augmentation des volumes prêtés ou sur la poursuite du développement de la facturation à la clientèle de commissions et de prestations accessoires.

La rentabilité des sociétés financières intervenant dans le département (Sorefi, Reunibail, CMOI, etc.) augmente aussi sensiblement. Elles dégagent un résultat net de 45 millions d'euros en 2011, contre +16 millions d'euros en 2010. Leur produit net bancaire augmente de 8,8 % à 125 millions d'euros, malgré la contraction des octrois de crédits à la clientèle. L'encours baisse en effet de 6,0 % en 2011, soit un peu plus encore que les deux années précédentes. L'atténuation du risque global de contrepartie s'accompagne par ailleurs d'une importante baisse du coût du risque. ■

Définitions :

- **Coût du risque :**
il correspond à la charge nette de provisionnement sur créances irrécupérables. Il regroupe l'ensemble des risques inhérents à l'activité de crédit bancaire, que ceux-ci soient de change, de défaillance, de contrepartie, de taux ou de crédit.
- **Créance douteuse :**
c'est une créance qui présente un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel mais dont il n'est pas prouvé qu'elle est définitivement perdue.
- **Marge d'intermédiation :**
c'est la différence entre le rendement moyen des prêts consentis par les établissements de crédit et le coût moyen de leurs ressources empruntées (dépôts et livrets de la clientèle, emprunts interbancaires et dettes subordonnées).
- **Placements liquides indexés sur les taux de marché :**
comptes à terme, certificats de dépôts, OPCVM monétaires, etc.
- **Produit net bancaire :**
c'est la différence entre les produits et les charges d'exploitation bancaires hors intérêts sur créances douteuses mais y compris les dotations et reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement. Il mesure la contribution spécifique des banques à l'augmentation de la richesse nationale et peut en cela être rapproché de la valeur ajoutée dégagée par les entreprises non financières.
- **Risque de contrepartie :**
il apparaît dès lors qu'un investisseur ou une entité effectue un prêt d'argent ou investit son capital. Le risque de contrepartie correspond à la probabilité de défaillance d'un emprunteur ou d'une structure donnée.

Agriculture : des revenus en baisse après la hausse des matières premières

En 2011, la valeur de la production agricole augmente, mais la hausse des matières premières entraîne les revenus à la baisse. La valeur totale de la production agricole atteint pour la première fois une valeur proche des 400 millions d'euros (*tableau 1*). Elle a progressé régulièrement au cours des dernières années, passant de 348 millions d'euros en 2000 à 399 millions d'euros, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,4 %. Trois filières constituent l'essentiel de la valeur de la production à La Réunion. En 2011, la production de la canne à sucre s'élève à 133 millions d'euros ; les autres productions végétales (fruits, légumes et horticulture) s'élèvent à 147 millions d'euros ; enfin, la production animale (produits de l'élevage) représente 116 millions d'euros.

La production végétale progresse

Pour les filières végétales, les quantités produites en fruits et légumes ont été plus importantes qu'en 2010. Sans aléa climatique majeur, l'année 2011 s'est caractérisée par une offre abondante en légumes, variée et de belle qualité. Les cours se sont cependant bien maintenus. Pour les fruits, la sécheresse de fin 2010 a toutefois ralenti la production, comme pour les cultures d'ananas, dont l'offre est apparue insuffisante.

La campagne cannière s'est avérée meilleure que prévue, malgré la sécheresse de début d'année. La production de sucre s'élève à 206 608 tonnes, et se situe au-dessus de la moyenne décennale (200 000 t.) pour

■ **Tableau 1 - Valorisation de la production agricole** millions d'euros

	2000	2009	2010	2011 ¹
Canne à sucre	105,1	131,0	130,3	132,7
Fruits, légumes et tubercules	124,1	118,4	120,1	122,9
Autres productions végétales	16,6	23,8	24,1	24,0
Bétail	43,8	42,1	40,3	43,3
Volailles, œufs	41,1	52,3	55,8	59,7
Autres produits de l'élevage	13,6	13,8	12,8	12,8
Total production de biens²	344,3	381,5	383,4	395,4
Total production végétale	245,8	273,3	274,5	279,6
Total production animale	98,5	108,1	108,9	115,8
Activité principale de travaux agricoles	4,1	4,3	4,0	4,0
Valeur totale de la production	348,4	385,7	387,4	399,4
Consommations intermédiaires	135,4	174,0	175,4	194,3
Valeur ajoutée brute	213,0	211,7	212,0	205,1
Revenu net d'entreprise agricole	166,2	157,9	156,2	148,8
Résultat agricole³	209,4	214,3	211,0	204,1

Source : Agreste, Daaf La Réunion.

1. Chiffres provisoires. 2. Y compris aides directes aux productions (aides canne dont recette bagasse-énergie pour campagnes 2009-10, aides POSEI à la production, ADMCA PPR, PAB) ; hors subventions (ICHN, MAE, calamités). 3. Correspond à la valeur totale des productions et subventions (ICHN, MAE, calamités) diminuée des consommations intermédiaires, impôts et amortissements.



la troisième année consécutive (*graphique 1*). La richesse en sucre (ou teneur en sucre) est de 13,5, inférieure à la moyenne décennale (13,8). Au final, la valeur économique de la production de canne augmente de 2 %.

La production animale résiste à la hausse du prix des aliments

Pour les filières animales, le renchérissement des consommations intermédiaires est le phénomène marquant de 2011. Cette hausse a surtout concerné les aliments pour bétail, dont le prix suit celui des céréales, mais également les produits pétroliers et les engrais.

La production de viande des différentes filières est en hausse de 2 % pour le bétail (bovins, porcins, caprins, ovins) et de 3 % pour la volaille par rapport à 2010.

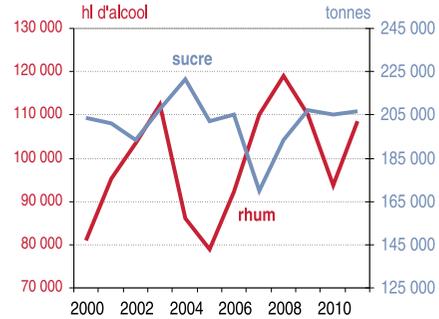
Pour compenser la hausse des charges d'approvisionnement, la plupart des structures des filières organisées (organisations de producteurs) ont revalorisé les prix aux producteurs en cours de campagne. Ainsi, le prix des porcs abattus a augmenté de 9 % et celui des volailles de 6 %.

Le revenu agricole baisse

En 2011, les consommations intermédiaires ont fortement augmenté (+ 11 %), générant plus de 18 millions d'euros de charges supplémentaires qui alourdissent encore les charges d'exploitation. Les consommations intermédiaires atteignent un niveau très élevé : elles représentent 49 % de la valeur de la production agricole finale, contre 39 % en 2000.

Compte tenu de ces éléments, la valeur ajoutée brute de 2011 atteint 205 millions d'euros, pour un résultat agricole à 204 millions d'euros, en baisse de 3,3 %.

■ Graphique 1 - Production annuelle de sucre et de rhum



Source : Daaf La Réunion.

La situation reste très favorable pour aborder l'avenir

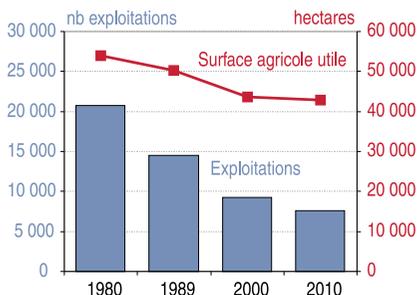
Le recensement agricole de 2010 a permis de réaliser un bilan de santé complet de l'agriculture réunionnaise. Les premiers résultats montrent qu'en dépit de la contrainte foncière, l'agriculture réalise des performances remarquables. Le département est ainsi le chef de file de l'économie agricole et agro-industrielle ultramarine, et se tourne résolument vers l'avenir.

La surface agricole utile (SAU) des exploitations de La Réunion représente 40 % de celle des DOM, et génère 40 % de la production brute standard (potentiel de production hors subventions). La surface moyenne par exploitation n'est pourtant que de 5,8 hectares (ha) à La Réunion (4,1 ha en Guadeloupe et 7,7 ha en Martinique).

La population active agricole est constituée de 21 710 personnes dont 7 870 chefs d'exploitation. L'emploi s'est ainsi presque stabilisé depuis 10 ans (-4 % depuis 2000) autour de 12 000 unités de travail annuel (UTA, personne à temps complet pendant un an). Cette faible diminution constitue une performance remarquable par rapport à la situation aux Antilles (-38 %) et par rapport à la France métropolitaine (-22 %).



■ Graphique 2 - Superficie agricole :
- 2 % en 10 ans

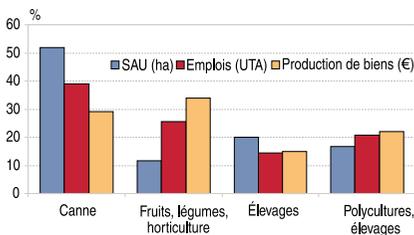


Source : Daaf La Réunion, recensements.

Néanmoins, le niveau de formation des exploitants reste très en retrait de celui de métropole. Seulement 21 % d'entre eux ont le niveau baccalauréat, contre 40 % en métropole ; 31 % des chefs d'exploitation ont un diplôme agricole contre 59 % en métropole. Ce niveau de formation modeste reste un frein important pour le progrès et le transfert technique.

La superficie agricole, après une longue période de baisse, atteint un palier, autour de 43 000 hectares (- 2 % en 10 ans) (graphique 2). Cette stabilisation est également un indicateur du dynamisme de l'agriculture réunionnaise, les Antilles perdant en moyenne 23 % et les régions métropolitaines 3 %.

■ Graphique 3 - Répartition de la SAU, des emplois et de la valeur de la production par type de production



Source : Daaf La Réunion

Le nombre d'exploitations agricoles est en 2010 de 7 620 (9 270 en 2000), toutes dimensions confondues, soit une disparition de 165 exploitations en moyenne par an. Mais la concentration et la restructuration des exploitations se poursuit : les petites exploitations (moins de 25 000 euros de production) disparaissent plus vite, au profit des moyennes et des grandes exploitations. Celles-ci représentent désormais la moitié des exploitations de La Réunion. Elles génèrent à elles seules plus de 85 % de la production brute standard.

La diversification des productions se poursuit

La Réunion ne perd pas sa spécificité cannière, celle-ci restant le pilier de l'agriculture locale. Mais l'île développe fortement ses productions de diversification pour approvisionner le marché local. La canne occupe plus de la moitié de la surface agricole, et demeure le principal employeur avec 39 % des UTA. Les autres filières végétales ont poursuivi leur développement : le maraîchage, les fruits et l'horticulture, bien qu'occupant une faible partie du territoire, représentent plus du tiers de la valeur économique de la production agricole. L'élevage est aussi bien implanté, en particulier celui des bovins et les élevages hors-sol. Bien souvent, les exploitations agricoles se sont diversifiées (catégorie des polycultures-élevages). Celles qui associent élevage et culture dégagent plus de 20 % de la valeur totale de la production réunionnaise (graphique 3). ■

Gil CHAULET

Direction de l'alimentation
de l'agriculture et de la forêt

Pour en savoir plus

- <http://www.agreste.agriculture.gouv.fr> puis accéder à l'espace « Recensement agricole 2010 ».
- <http://www.daaf974.agriculture.gouv.fr> puis accéder à l'espace « Données agricoles et rurales » documentations agricoles et atlas agricole.



A

Artisanat

D

es résultats contrastés dans l'artisanat

Porte d'entrée dans l'initiative économique pour de nombreux entrepreneurs, l'artisanat fait travailler sur l'île 26 150 salariés dans 14 430 entreprises. Il génère un chiffre d'affaires de 1,6 milliard d'euros en 2011. Rapporté à l'économie locale, l'artisanat représente une entreprise réunionnaise sur trois et 15 % de la population active occupée.

Une multitude de petites unités interviennent dans des activités très diverses. On dénombre ainsi plus de 250 métiers répartis en quatre grands secteurs : bâtiment (43 %), services (28 %), production (17 %) et alimentation (12 %).

Les signes de redressement relevés au cours de l'année 2010, avec notamment une augmentation de 2,2 % des emplois dans les professions de l'artisanat, laissaient entrevoir pour 2011 un début de sortie de crise. Mais l'année 2011 montre que l'embellie ne s'est pas transformée en reprise, et souligne la fragilité de ce redressement. Cette année encore, l'artisanat présente des résultats contrastés, tantôt encourageants et tantôt décevants.

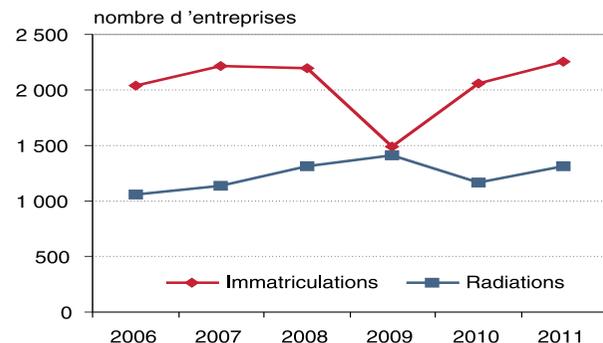
Un dynamisme entrepreneurial

Avec une hausse de 9,7 % des immatriculations en 2011, la création d'entreprises dans l'artisanat continue de croître à un rythme soutenu.

Sur l'année écoulée, 2 255 entreprises nouvelles ont été enregistrées au répertoire des métiers (*graphique 1*). Ce niveau record, que ni la première loi de défiscalisation de 1986, ni la loi d'orientation pour l'outre-mer (Lodeom) de 2001 n'avaient permis d'atteindre, résulte notamment du succès du régime de l'auto-entrepreneur (38 % des créations). Les créateurs sont avant tout jeunes et masculins.

Avec ce flux conséquent de créations, l'artisanat s'affirme comme un réel facteur d'insertion par l'activité pour de nombreux entrepreneurs, en particulier à l'égard des publics en difficulté d'insertion. Les deux tiers des inscriptions au répertoire des métiers émanent de demandeurs d'emplois ou de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA).

■ Graphique 1 - Les immatriculations d'entreprises artisanales à un niveau record



Source : CMA, répertoire des métiers.



Retour à la croissance de l'apprentissage

Le nombre de jeunes de 18 à 25 ans, placés en formation dans le cadre des contrats d'alternance dans une entreprise artisanale, augmente sensiblement (+ 3,1 %) en 2011. Cette progression, qui porte le nombre d'apprentis à 2 180 en fin d'année, est d'autant plus remarquable qu'elle fait suite à cinq années de baisse.

L'apprentissage traditionnel, très masculin et basé sur le diplôme du certificat d'aptitude professionnel (CAP), reste dominant mais cohabite désormais avec un apprentissage de type bac professionnel voire post-baccalauréat. Il s'ouvre de plus en plus sur les spécialités de services : un apprenti sur trois (36 %) prépare aujourd'hui un diplôme de niveau baccalauréat (niveau IV) ou plus, contre un sur quatre en 2006 (24 %).

L'emploi et l'investissement en perte de vitesse

Les constats encourageants sont cependant tempérés par des résultats décevants en matière d'emploi et d'investissement. Un niveau d'activité jugé insuffisant et des conditions plus sélectives dans l'octroi des financements expliquent en grande partie que l'emploi comme l'investissement plafonnent à des niveaux proches de 2010.

Le nombre d'emplois dans l'artisanat diminue de 0,8 % en 2011, passant de 40 920 à 40 580 emplois, alors qu'il avait augmenté de 2,2 % en 2010 (*tableau 1*).

Ce recul concerne particulièrement les effectifs salariés, dont la baisse, principalement dans le bâtiment et les activités de production, n'a pu être compensée par les créations d'emplois non salariés et d'apprentis. L'augmentation des fermetures d'entreprises artisanales pour raisons économiques (+ 13 % en 2011), souvent employeuses et parfois anciennes, explique pour une large part la baisse des effectifs.

Facteur de modernisation du secteur, l'investissement a concerné cette année une entreprise sur cinq. Comparativement à 2010, les artisans ont été plus nombreux à renforcer leur outil de travail, mais les sommes dépensées restent modestes. Elles ne permettent pas un redémarrage effectif de l'investissement.

La restauration rapide en plein boom

Avec une hausse de 3,9 % des emplois, les activités alimentaires se démarquent nettement du reste de l'artisanat. À l'origine de cette croissance figure le boom des établissements dans le secteur de la restauration rapide : 78 % des immatriculations dans l'alimentation sont à mettre à l'actif des plats à emporter et sandwicheries. De

■ **Tableau 1 - Emploi dans l'artisanat : il baisse dans la production et le bâtiment**

nombre d'emplois ¹

Secteurs	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2011/2010 (%)
Alimentation	4 575	4 732	4 834	5 138	5 339	3,9
Production	7 750	7 965	7 983	8 127	7 827	- 3,7
Bâtiment	18 206	19 085	16 976	17 046	16 728	- 1,9
Services marchands	9 647	10 080	10 228	10 606	10 686	0,8
Total artisanat	40 178	41 862	40 021	40 917	40 580	- 0,8

Source : CMA, répertoire des métiers ; CFA ; Tableaux Économiques de l'Artisanat.

1. Effectifs salariés, non salariés et apprentis.



A

Artisanat

bons résultats sont également relevés chez les boulangers-pâtisseries.

Tensions persistantes dans le bâtiment

À l'inverse, des tensions persistent dans le bâtiment : l'emploi artisanal dans le secteur baisse de 1,9 % en 2011. La situation reste dégradée pour une majorité des corps d'état. Le marché de la construction de la maison individuelle, toujours atone, offre peu de perspective à court terme pour les entreprises.

Particulièrement sous tension, le gros-œuvre, le terrassement, la métallerie et le travail du bois pâtissent cette année encore d'une activité ralentie. Dans le second-œuvre, quelques activités ont néanmoins réussi à maintenir leur effectif. C'est le cas notamment de l'électricité, de la plomberie et des revêtements de sols et murs.

Dans le domaine des services, le nombre d'emplois dans l'artisanat progresse légèrement (+ 0,8 %). Les professions en lien avec le soin à la personne (coiffure et esthétique) attirent un nombre croissant d'acteurs. En revanche, les activités plus traditionnelles telles que la fleuristerie, la photographie et la réparation de matériels électriques sont plutôt en retrait. ■

Nadjib VALI

Chambre de métiers et de l'artisanat

Qu'est-ce que l'artisanat ?

Constitué pour l'essentiel de très petites entreprises, l'artisanat occupe une place singulière au sein de notre économie. Ses activités, transverses à l'industrie, au commerce et aux services, sont définies par la loi, selon un double critère de taille et d'activité.

L'appartenance au répertoire des métiers est délimitée par la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996. L'artisanat regroupe l'ensemble des personnes physiques ou morales employant au plus 10 salariés au moment de leur immatriculation et exerçant une activité indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services.

La loi consacre également l'existence d'un droit de suite (décret n° 95-1287 du 14 décembre 1995) qui stipule qu'au delà de 10 salariés, le chef d'entreprise peut conserver son inscription au répertoire des métiers, s'il dispose de la qualité d'artisan ou de maître artisan, ou encore s'il est titulaire d'un brevet de maîtrise.

➤ Sources :

Les effectifs non salariés sont mesurés à partir du répertoire des métiers de la chambre de métiers et de l'artisanat (CMA). Les apprentis sont comptabilisés dans les centre de formations d'apprentis (CFA) de la CMA. Les effectifs salariés et l'investissement sont estimés à partir des enquêtes de conjoncture réalisées chaque année auprès d'un panel de 300 artisans répartis en huit branches professionnelles.



L e BTP se stabilise

Les années 2009 et 2010 auront marqué une chute sévère et historique de l'activité du BTP, suite au choc économique. L'allègement des règles de défiscalisation, le recul de la commande publique, la fin des grands chantiers ont pesé sur la construction dès octobre 2008. L'état de santé du secteur s'est fortement dégradé avec un niveau d'activité retombé à 1,30 milliard d'euros en 2010.

L'année 2011 se solde par un chiffre d'affaires du BTP estimé autour de 1,35 milliard d'euros. La situation a cessé de s'aggraver mais le bilan économique reste critique. Le logement social et l'augmentation de la commande publique intervenue en 2011 ont permis un regain de l'activité (*graphique 1*).

En effet, la production de logements sociaux a fortement augmenté depuis 2009 portée par de nouveaux modes de financement et de production. Côté financement, la Loi de développement économique pour l'outre-mer

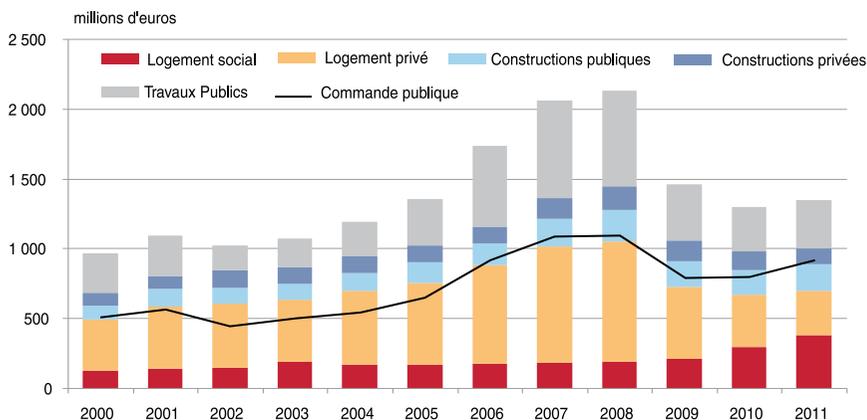
(Lodéom) permet de compléter la ligne budgétaire unique (LBU) par un investissement en défiscalisation.

Côté production, depuis 2008, les bailleurs ont eu la possibilité, dans le cadre du plan de relance, d'acquiescer des opérations en vente en l'état futur d'achèvement (Vefa) auprès d'opérateurs privés. Le logement social représente aujourd'hui plus du quart de l'activité de la filière.

En revanche, la production de logements privés, hors opérations vendues aux bailleurs sociaux, a poursuivi sa baisse en 2011.

La commande publique de manière générale (en bâtiment et travaux publics), aura connu en 2011 un regain d'activité. Comparativement aux années 2000 – 2008, au cours desquelles la commande publique représentait environ la moitié de l'activité de la construction, sa part a très fortement augmenté depuis deux ans pour représenter plus de 65 % de l'activité de la filière en 2011.

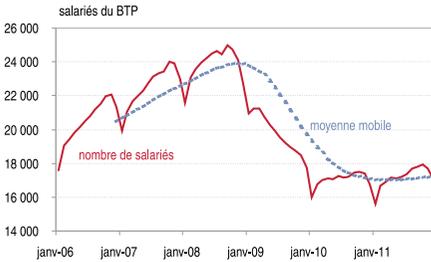
■ Graphique 1 - Le chiffre d'affaires du BTP atteint 1,35 milliard d'euros en 2011



Source : CERBTP.



■ Graphique 2 - Salariés du BTP : stabilité en 2011



Source : Caisse de congés payés du BTP.

Du point de vue de l'emploi, la chute de l'effectif salarié a été stoppée. Le niveau actuel s'est stabilisé avec une moyenne annuelle de 17 190 salariés en 2011 contre 17 060 salariés en 2010, soit une augmentation inférieure à 1 % selon la caisse de congés payés du BTP (graphique 2). Ces effectifs restent néanmoins nettement en dessous du plus haut point atteint en octobre 2008 (près de 25 000 salariés).

Légère reprise des attestations de conformité

Les données issues du Consuel montrent une légère reprise des attestations de conformité. En effet, le nombre de visas de

■ Graphique 3 - Consuel : 7 560 visas de logements neufs en 2011



Source : Consuel.

Le haut conseil de la commande publique

Installé en 2010, le haut conseil de la commande publique (HCCP) s'inscrit autour de trois grandes orientations :

- une prise de conscience collective pour redonner la dimension économique à la commande publique, responsabiliser les acteurs et transformer l'acte d'achat en une démarche « gagnant-gagnant »,
- un recensement, un suivi et une activation des projets,
- une structuration du système pour dynamiser et professionnaliser les acteurs.

Le HCCP vise à optimiser l'impact de l'investissement public sur l'activité économique.

C'est ainsi que le démarrage réel des travaux, matérialisé par l'ordre de service à l'entreprise (OS) a été retenu comme unique indicateur significatif, marquant le point de départ de la concrétisation de l'investissement. Les montants d'opérations retenus correspondent aux montants des travaux.

Les dates de consultations des entreprises et de livraisons, événements importants dans la vie des projets, sont également suivies dans le cadre du HCCP.

D'un point de vue qualitatif, le choix a été fait de porter l'analyse sur la rapidité pour la commande publique à générer de l'activité économique.

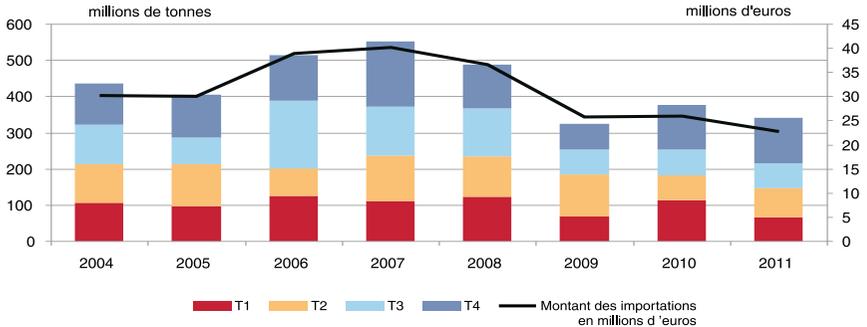
L'analyse se fait donc en mesurant le temps qui s'écoule entre la consultation des entreprises et la mise en chantier (OS de démarrage des travaux).

Une analyse des délais de paiement est également menée par la DRFiP.

Pour en savoir plus

- BTP Partenaires n°38 p.2 - Octobre 2010

■ Graphique 4 - Importations de ciments (y compris clinker) en baisse



Source : Douanes.

conformité électrique délivrés pour les logements neufs tous secteurs augmente de 2,4 % par rapport à 2010 après trois années consécutives de baisse depuis 2008 (*graphique 3*).

Concernant les importations de ciments, 342 385 tonnes (y compris clinker) ont été importées à La Réunion en 2011, pour une valeur 22,8 millions d'euros. Cela représente une baisse de 9 % en volume et de 12 % en valeur sur un an (*graphique 4*). Cette contraction pourrait être relative à une activité moins favorable de la branche travaux publics en 2011 par rapport à 2010, avec notamment la fin du coulage des piles du pont de la rivière Saint-Étienne.

Perspectives 2012 : nouveau palier

En 2012, l'activité du secteur devrait marquer un palier. Cette activité reposerait en priorité sur le logement social et la commande publique. En effet, dans le cadre du plan de relance, la poursuite du plan régional d'aide aux communes avec 85 millions d'euros programmés en 2012 et le plan de réhabilitation du patrimoine régional devraient générer de l'activité.

À l'inverse, la baisse de l'attractivité de l'investissement fiscal de la loi Scellier-DOM (de 31 % à 29 % de réduction d'impôts en 2012) puis sa suppression début 2013 risquent de décourager la promotion privée.

Le risque de rupture reste donc fort pour le secteur avec des entreprises déjà fragilisées, ayant épuisé tous les soutiens financiers, et des salariés licenciés arrivant en fin de droits. ■

Murielle POUNGAVANON
CERBTB





T

Tourisme

U ne année record pour le tourisme

En 2011, la fréquentation touristique à La Réunion atteint un niveau historique, supérieur aux records du début des années 2000 : 471 300 touristes ont été accueillis, soit 12 % de plus qu'en 2010. Ils étaient 430 000 en 2000.

Les touristes en provenance de France métropolitaine et des autres pays européens sont venus plus nombreux qu'en 2010 (respectivement + 10 % et + 14 %). La destination Réunion a également été très prisée par les touristes en provenance d'un autre DOM ou COM (particulièrement Mayotte ou la Nouvelle-Calédonie) : ils ont été deux fois plus nombreux en 2011.

Le tourisme d'agrément progresse encore

En 2011, les touristes dont l'objectif principal est de visiter l'île (tourisme d'agrément) sont beaucoup plus nombreux qu'en 2010 (+ 21,5 %). Ils ont été 197 000 à se rendre à La Réunion, soit le meilleur niveau depuis 2003. Ils représentent plus de quatre visiteurs sur dix. Le nombre de touristes d'agrément avait fortement chuté en 2006 suite à l'épidémie de chikungunya. Il se redresse

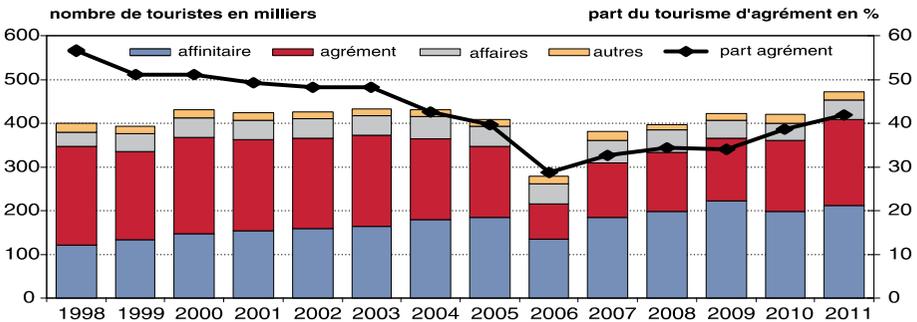
chaque année depuis (graphique 1).

Le nombre de touristes en visite dans leur famille ou chez leurs amis (tourisme affinitaire) augmente également en 2011 (+ 7 %) après avoir sensiblement diminué en 2010 : 212 000 personnes ont ainsi rendu visite à un proche en 2011. En progression constante jusqu'en 2009, leur part dans l'ensemble des touristes diminue pour la deuxième année consécutive : de 53 % en 2009, elle est passée à 45 % en 2011.

L'afflux de touristes qui n'ont pas d'attaches dans l'île, donc qui n'ont pas la possibilité d'être hébergés gratuitement, a des répercussions positives sur l'hébergement marchand. Celui-ci bénéficie d'un regain d'activité (+ 20 % en un an). La location meublée, qui suscite un fort engouement depuis trois ans, bondit cette année encore de 40 %. Avec plus de 60 000 touristes, elle attire deux fois plus de monde qu'en 2008.

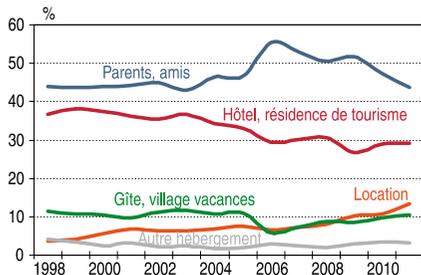
Les hôtels ont également profité de la hausse du tourisme d'agrément en 2011. Plus de 120 000 touristes ont ainsi résidé principalement à l'hôtel, soit 14 % de plus qu'en 2010. Ils y ont passé en moyenne sept nuits.

■ Graphique 1 - Touristes par catégorie : la part de l'agrément augmente à nouveau



Source : IRT-Insee, enquêtes flux touristiques.

■ Graphique 2 - Mode d'hébergement principal : la location perçe



Source : IRT-Insee, enquêtes flux touristiques.

Les gîtes et les villages vacances ont également bénéficié de la bonne tenue du tourisme d'agrément. Près de 50 000 touristes ont principalement résidé en gîte ou en village vacances, soit 20 % de plus qu'en 2010 (graphique 2).

Les hôtels classés surfent sur la vague

Sur l'année 2011, la fréquentation des hôtels classés a augmenté de 10 % par rapport à 2010 (source : enquête de fréquentation hôtelière). Cette fréquentation correspond au nombre de nuits passées à l'hôtel, que les clients soient des résidents réunionnais ou des non-résidents. Le nombre de nuitées (une nuitée équivaut à une personne x 1 nuit) enregistrées en 2011 dépasse même de 3 % le très bon niveau atteint en 2008.

En volume, la fréquentation reste chaque année plus importante dans la deuxième partie de l'année, les mois d'octobre à décembre étant les plus prisés. Cependant, cette année, c'est au premier semestre que la fréquentation des hôtels classés a le plus augmenté : entre janvier et juin, le nombre de nuitées a été supérieur de 12 % à celui de 2010. Le second semestre a été un peu moins bon, mais il se solde néanmoins par une fréquentation en hausse de 7 % par rapport au second semestre 2010.

Parallèlement à la hausse de la fréquentation constatée en 2011, la capacité d'accueil des hôtels de l'île est restée stable par rapport à 2010. En moyenne, 2 075 chambres étaient disponibles chaque jour dans les hôtels classés, soit 30 % de moins qu'en 2005. Dans ce contexte, le taux d'occupation des chambres progresse nettement : il s'établit à 66,8 %, en augmentation de 6 points par rapport à 2010.

Comme en 2010, les hôtels de luxe ont le vent en poupe. Les bons résultats de l'année 2011 sont principalement portés par les hôtels quatre ou cinq étoiles : leur fréquentation a augmenté de 27 % en un an (tandis que leur capacité d'accueil progressait de 15 %), après une hausse de 22 % entre 2010 et 2009 (à capacité stable). Ces bons résultats s'expliquent donc par une offre grandissante couplée au taux d'occupation le plus élevé de toutes les catégories (69,2 % contre 66,8 % tous hôtels confondus). Bien que positifs, les résultats sont un peu moins bons pour les hôtels classés entre zéro et deux étoiles (+ 7,5 %) et trois étoiles (+ 4 %), qui offrent moins de chambres qu'en 2010 (respectivement - 1,5 % et - 4,8 %).

Un trafic record à Gillot

L'aéroport Réunion Roland Garros a enregistré un trafic record en 2011 et passe le seuil symbolique des deux millions de passagers : 2,138 millions de passagers ont été accueillis au départ ou à l'arrivée, soit une hausse de 8,5 % par rapport à 2010. Les mois d'avril pour le 1^{er} semestre (+ 20 %) et de septembre pour le 2nd semestre (+ 13 %) ont bénéficié des plus fortes augmentations. L'aéroport Réunion Roland Garros se situe au 11^e rang des aéroports français et au 1^{er} rang des aéroports d'outre-mer pour son trafic de passagers.





T

Tourisme

Les hôtels du Nord-Est bénéficient le plus de cette hausse : leur fréquentation augmente de 21 %. La progression est plus modérée dans les hôtels de l'Ouest (+ 9,5 %), et très faible dans les hôtels du Sud (+ 1,5 %).

Les touristes ont plus dépensé

En 2011, les touristes non-résidents ont dépensé 344 millions d'euros lors de leur séjour à La Réunion. Ces dépenses sont en hausse de 16 % par rapport à 2010, conséquence de l'afflux de touristes d'agrément. Les touristes sont aussi restés plus longtemps sur l'île cette année, 17 jours en moyenne, soit 2,4 jours de plus qu'en 2010. De ce fait, en moyenne par ménage, ils ont nettement plus dépensé dans l'hébergement (+ 5 %) et la restauration (+ 6 %), ces dépenses représentant près de la moitié des dépenses totales des touristes (un quart pour l'hébergement seul). Par ailleurs, les dépenses consacrées au loisirs (excursions, activités sportives, musées, etc.) ont le plus augmenté en un an (+ 7 %).

En moyenne, un touriste a dépensé 730 euros lors de son séjour en 2011, contre 705 euros en 2010.

Les touristes sans attaches locales, venus uniquement pour visiter l'île, restent moins longtemps que ceux qui rendent visite à leur famille ou à des proches. Mais si leur durée de séjour est inférieure d'une semaine en moyenne, ils dépensent 10 % de plus que les touristes affinitaires. Ce surcoût s'explique essentiellement par les dépenses d'hébergement mais aussi par la location de voiture (supérieure de 14 %) et la restauration (+ 9 %).

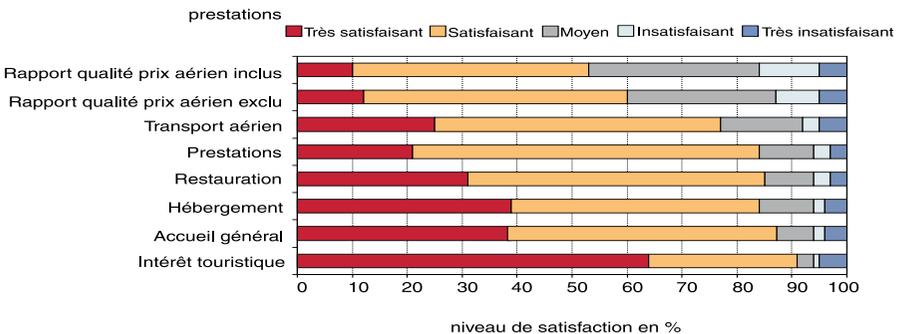
Les touristes affinitaires orientent différemment leurs dépenses : les économies réalisées sur l'hébergement et la restauration sont en partie utilisées pour d'autres achats, notamment les souvenirs et les cadeaux (supérieurs de 36 %). ■

Jean-Noël ARNOUX
Insee La Réunion-Mayotte

Les touristes restent satisfaits, mais nuancés sur le rapport qualité/prix

Comme l'an passé, les touristes sont satisfaits de leur séjour. Plus de neuf sur dix sont satisfaits ou très satisfaits de l'intérêt touristique de la destination Réunion et 88 % sont satisfaits de l'accueil reçu. Néanmoins, le bilan reste nuancé sur le rapport qualité/prix, en particulier lorsqu'on inclut le transport aérien. S'il est pris en compte, 31 % des touristes sont moyennement satisfaits et 16 % insatisfaits. Toutefois, la grande majorité des touristes (96 %) se disent prêts à recommander la destination Réunion. Parmi les touristes d'agrément, 64 % pensent revenir pour un prochain séjour, et 85 % des touristes affinitaires.

■ Graphique 3 - Niveau de satisfaction des touristes en 2011 : il reste élevé



Source : IRT-Insee, enquête flux touristiques.

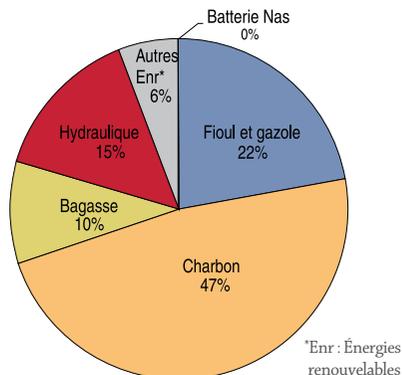
Électricité : les énergies renouvelables perdent du terrain

La production d'électricité, livrée sur le réseau à La Réunion, s'élève à 2 750 GWh en 2011. Elle augmente de 1,9 % par rapport à 2010 (soit + 50 GWh). Toutefois, la croissance de la consommation électrique ralentit. Avec + 1,9 %, elle est inférieure à la moyenne 2006-2010 (+ 3,1 % par an) et 2003-2005 (+ 4,5 %).

La production électrique provient à 70 % des énergies primaires fossiles (pétrole et charbon) et à 30 % des énergies renouvelables (*graphique 1*). En 2011, la part de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables baisse de 3,5 points par rapport à 2010 (- 80 GWh). Ce recul s'explique principalement par la baisse de la ressource hydraulique en raison des aléas climatiques. .

En 2011, la production des centrales hydrauliques diminue de 26 % (soit - 140 GWh), en raison de la sécheresse qui a causé l'arrêt de plusieurs centrales. La production éolienne baisse également de 31 % en raison de la baisse d'intensité du régime des vents et s'élève à 12 GWh. À l'inverse, la production photovoltaïque poursuit son développement. Elle a presque doublé par rapport à 2010 (+ 66 GWh). La production électrique à partir du biogaz diminue de 16 %

■ Graphique 1 : Production électrique totale par type d'énergie



Source : Observatoire énergie Réunion.

(- 1,2 GWh) et la production à partir de la bagasse reste stable à 270 GWh.

Pour compenser le manque de production hydraulique, la production diesel et celle des turbines à combustion ont augmenté de 30 % (+ 139 GWh). Par contre, la production des centrales thermiques à charbon, qui assurent la production de base toute l'année, reste constante à 1 305 GWh.

Énergies renouvelables : quelle sécurité ?

Sécuriser l'approvisionnement énergétique de La Réunion implique de prioriser les énergies de base ou de semi-base dont les technologies ne sont pas encore matures, tels que les énergies marines, la biomasse, la valorisation du bois énergie, etc. Parallèlement, le développement des énergies intermittentes telles que l'éolien et le photovoltaïque pourra se faire moyennant un accompagnement de leur développement par du stockage de l'énergie, qui permettra la régulation sur le réseau électrique.

Une évaluation de la consommation énergétique des petits commerces

La consommation énergétique des petits commerces non-alimentaires a été évaluée en 2011 par une étude de l'OER. Elle s'élève à 352 GWh/an, soit en moyenne 19 540 kWh par an pour un petit commerce. Selon le bilan de puissance électrique, les postes « confort » (comprenant essentiellement la climatisation) et « éclairage » disposent des plus fortes puissances en raison d'un fort taux d'équipement et de puissance



ces unitaires importantes. Les postes « confort » et « éclairage » consomment en moyenne respectivement 9 250 kWh/an et 6 870 kWh/an, principalement en raison de la climatisation pour le confort et de l'utilisation de néons et d'halogènes pour l'éclairage (graphique 2).

La plupart des établissements sont climatisés : 94 % des petits commerces non alimentaires sont équipés d'au moins une climatisation, avec en moyenne 2,2 climatiseurs par commerce. Mais la qualité énergétique des équipements reste moyenne. La majorité des commerces ont une climatisation de classe C à G. Seuls 2 % des commerces réunionnais sont équipés d'une climatisation de classe A.

Le secteur des « produits de santé » est le plus consommateur d'électricité parmi les

commerces étudiés. En dehors du secteur, le nombre d'employés ainsi que la surface sont déterminants pour la consommation.

Des potentiels de maîtrise de l'énergie

En fonction des résultats obtenus, des potentiels d'économie d'énergie ont été dégagés, qui portent sur l'éclairage, la climatisation et le matériel hifi. Les hypothèses de maîtrise de l'énergie sont bâties sur le confort des occupants et pour le même service rendu :

- en remplaçant les lampes incandescentes, les lampes halogènes et les néons par des ampoules fluo-compact (LBC), l'économie réalisée serait de 4 960 kWh/an et par commerce soit une économie de 54 % sur la facture électrique pour ce poste ;

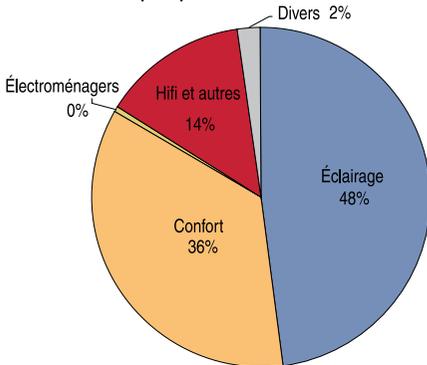
- en augmentant la température de la climatisation à 24 °C, l'économie réalisée serait de 2 690 kWh/an et par commerce (- 41 % sur la facture de climatisation) ;

- en réduisant la période de climatisation (nb d'heures par jour), 2 460 kWh/an par commerce pourraient être économisés (- 37 % sur ce poste) ;

- en remplaçant les climatiseurs de classe inférieure à A par une classe A, l'économie réalisée serait de 910 kWh/an (- 12,4 %) ;

- enfin, en supprimant les veilles du matériel hifi et des autres matériels, il est possible de réaliser une économie de 6 % sur la facture électrique de ce poste. ■

■ Graphique 2 : Répartition des consommations électriques des petits commerce par poste



Source : Observatoire énergie Réunion, enquête sur les petits commerce non-alimentaires 2011.

Dorothee LESOUËF
Observatoire énergie Réunion

150 petits commerces non alimentaires enquêtés

Une étude de l'observatoire énergie Réunion visant à mesurer la consommation énergétique a été menée en 2011 auprès de 150 petits commerces non-alimentaires. Ils appartiennent aux secteurs suivants : équipement de la personne (habillement, chaussure, bijouterie), équipement du foyer (électroménager, meubles, tissus), commerces de détail en magasin spécialisé (jouets, matériel de téléphone), loisirs (livres, journaux et papeterie), produits de santé (pharmacies et opticiens).

Une consommation des ménages toujours en hausse à Mayotte

L'année a été riche en événements. D'une part, Mayotte est devenue le 101^e département français le 31 mars 2011. D'autre part, à partir du 27 septembre et pendant 44 jours, l'activité économique mahoraise a été fortement perturbée par des mouvements sociaux contre « la vie chère ».

La consommation des ménages progresse

En 2011, les importations (hors déménagements et monnaie) ont augmenté de 4 % en valeur par rapport à 2010. La plus grande part de cette hausse est imputable aux produits minéraux (pétrole, ciments) et alimentaires.

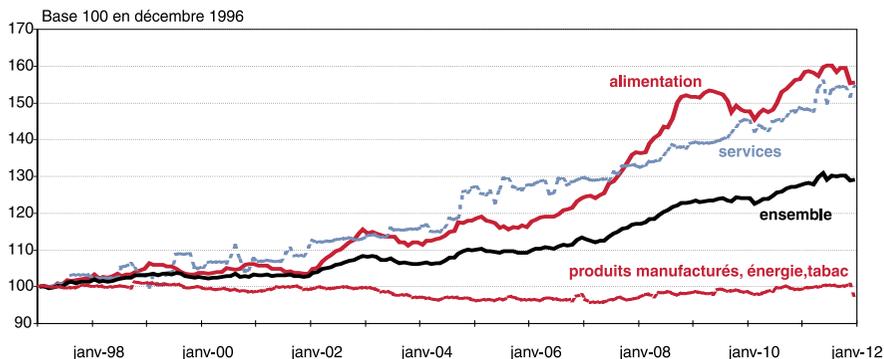
Les importations destinées à la consommation des ménages sont pour la deuxième année consécutive en hausse : progression de +9 % en valeur en 2011 après +7 % en 2010. Les importations de produits alimentaires à destination des ménages ont augmenté de 6 %, celles des produits de l'industrie chimique (médicaments, peintures, savons...) de 11 %. Les importations des produits minéraux ont augmenté de 26 %, suite à l'augmentation

en valeur des importations de carburant (+31 %). Les importations de matériels de transports sont en légère baisse.

La croissance de la consommation des ménages (estimée à partir de l'évolution des importations) résulte en partie de la hausse du salaire minimum garanti (Smig) brut mahorais (6,43 euros/heure au 1^{er} janvier 2011) : +5 % en moyenne entre 2010 et 2011. Avec cette revalorisation, le pouvoir d'achat du Smig horaire brut a augmenté de 2 % en moyenne entre l'année 2010 et 2011.

L'augmentation en valeur de la consommation des ménages provient de la progression des volumes de biens consommés mais aussi de l'évolution des prix. Par rapport à l'année 2010, les prix croissent de 3,2 % en moyenne en 2011, contre 2,1 % en France (*graphique 1*). Les prix des services aux ménages, ainsi que ceux des produits alimentaires et boissons augmentent chacun d'environ 5 % en moyenne annuelle. Au sein des produits alimentaires, la hausse des prix des produits frais a été particulièrement importante (+10 %). Entre février 2010 et septembre 2011, les

■ Graphique 1 : Indices des prix par grands postes à Mayotte



Source : Insee, indices des prix à la consommation.



Estimer les importations à destination des ménages

Chaque produit importé peut être consommé par les ménages (consommation finale) ou par les entreprises et les administrations (consommation intermédiaire ou investissement).

Certains produits sont à destination exclusive des entreprises ou des administrations (pâte à papier par exemple), d'autres sont à destination quasi-exclusive des ménages (cigarettes). Enfin, certains produits sont à destination des ménages et des entreprises (ordinateurs). On répartit alors les consommations entre les deux, afin de mieux cerner les circuits économiques.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de manière quasiment continue de presque 10 %. Ils ont ensuite diminué au dernier trimestre, suite aux accords passés entre syndicats et distributeurs.

Parmi les services aux ménages, le poste transports et communications augmente le plus en moyenne annuelle (+ 9 %), à cause du transport aérien.

Les prix des produits manufacturés sont stables en 2011, mais la baisse des prix des produits informatiques est particulièrement remarquable (- 11 %).

L'activité des entreprises est en berne

Concernant l'activité des entreprises, l'indicateur du climat des affaires (ICA) calculé par l'ledom est en baisse constante tout au long de l'année. La baisse est particulièrement marquée au 2nd semestre, en lien avec les mouvements sociaux. L'ICA finit l'année très en dessous de sa moyenne de long terme, signe d'une économie en difficulté. L'indicateur de prévision des investissements, lui aussi dans le rouge, indique une réticence à s'engager sur le long terme. ■

Christian MONTEIL

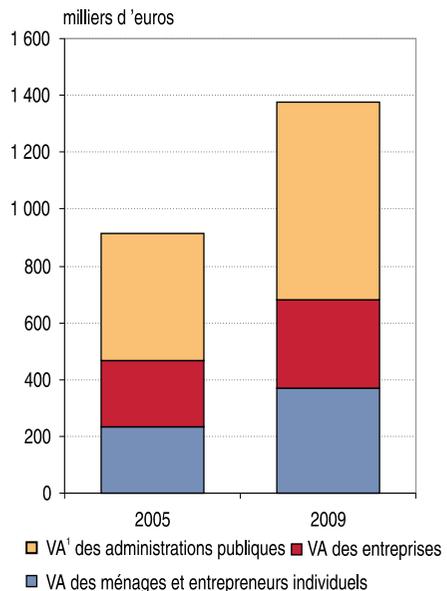
Responsable des comptes de Mayotte,
d'après des sources Insee, ledom,
et Douanes.

Un PIB par habitant de 6 600 euros en 2009

Le produit intérieur brut (PIB) de Mayotte est estimé à 1,37 milliards d'euros en 2009 (dernière estimation). Le PIB par habitant de Mayotte, estimé à 6 600 euros, est 2,7 fois plus faible que celui de la Réunion. Le PIB de Mayotte, en phase de rattrapage, a crû en moyenne de près de 11 % par an entre 2005 et 2009.

Plus de la moitié de la richesse est produite par les administrations publiques, notamment celles de l'État (graphique 2). L'augmentation de leur valeur ajoutée contribue à plus de la moitié de la croissance économique entre 2005 et 2009. Les sociétés ont contribué quant à elle à moins d'un cinquième de la croissance économique.

■ Graphique 2 : Répartition de la valeur ajoutée par secteur institutionnel



Source : Insee, comptes économiques.

1. VA : valeur ajoutée.

La croissance mauricienne se maintient

La croissance de l'économie mauricienne se poursuit en 2011. Le produit intérieur brut (PIB) mauricien, exprimé en monnaie constante, croît de 4,1 %, après + 4,2 % en 2010 (*tableau 1*). Les secteurs tournés vers l'exportation ont ralenti leur croissance au cours du second semestre. En valeur, le PIB s'élève à 323 milliards (mds) de roupies (8,1 mds d'euros) en 2011 comparé à 299 mds de roupies (7,5 mds d'euros) en 2010 (+ 8,3 %). Le PIB par habitant progresse parallèlement de 7,8 % en valeur. Il s'élève à 251 500 roupies en 2011 (6 300 euros), après 233 200 roupies en 2010 (5 700 euros). Dans la zone océan Indien, le niveau de PIB par habitant de Maurice est proche de celui de l'Afrique du Sud ou de Mayotte.

La consommation finale se tasse légèrement, mais reste à un niveau élevé avec + 2,5 % de croissance en 2011, proche de celui de 2010 (+ 2,7 %).

Deux postes affichent une croissance en baisse : la consommation des ménages,

qui a crû de 2,5 % (soit 0,1 point de moins qu'en 2010) et celle des administrations publiques, qui augmente de 2,3 % contre + 3,4 % l'an passé.

Stagnation de l'investissement

L'investissement total, qui inclut les achats d'avions, stagne en 2011 après un recul de 0,7 % en 2010 et la forte hausse de 8,9 % en 2009. Hors avions, il stagne également, après deux années de hausse : + de 3,7 % en 2010 et + 5,5 % en 2009.

Après avoir investi massivement dans les projets d'infrastructures et de bâtiments publics pendant deux années consécutives, le gouvernement mauricien a réduit ses dépenses en 2011. L'investissement public a ainsi reculé de 5 % après une forte croissance en 2010 (+ 18,9 %) et 2009 (+ 33,4 %).

Ce recul a été compensé par la reprise de 1,5 % de l'investissement privé qui avait stagné en 2010.

■ Tableau 1 - PIB : 4,1 % de croissance en 2011

Indicateurs macro économiques	2010	2011
PIB au prix du marché (milliards de roupies)	298,8	323,5
PIB par habitant (roupies)	233 204	251 457
PIB par habitant (euros)	5 695	6 286
Taux de croissance du PIB (%)	4,2	4,1
Taux de croissance de la consommation finale (%)	2,7	2,5
Taux de croissance de l'investissement (%)	- 0,7	0,0
Taux de croissance de l'investissement hors avions (% PIB)	3,7	0,0
Taux d'investissement (% PIB)	24,9	23,7
Taux d'épargne (% PIB)	15,4	15,2
Solde des échanges extérieurs de biens et services (% PIB) - hors avions	- 11,3	- 12,2
Déficit budgétaires (% PIB)	3,2	4,2
Inflation (%)	2,9	6,5
Taux de chômage (%)	7,8	7,9

Source : *Statistics Mauritius*.



Accroissement du déficit des échanges extérieurs

En 2011, le déficit commercial s'est encore creusé et s'élève à 39,6 milliards de roupies contre 33,8 milliards de roupies l'année précédente. Bien que les exportations aient augmenté (+ 18,0 milliards de roupies), elles n'ont pas compensé la hausse des importations (+ 23,8 milliards de roupies). En valeur, 175,0 milliards de roupies de biens et services ont été exportés en 2011. Dans le même temps, la valeur des importations s'élève à 214,6 milliards de roupies. Le déficit commercial représente 12,2 % du PIB.

À prix constants, les importations de biens ont de nouveau augmenté (+ 6,4 %), après une hausse de 9,5 % en 2010. Les importations de matières premières et de produits destinés à la consommation finale sont à l'origine de cette hausse. Les importations de services (à prix constants) progressent fortement (+ 10,7 % après + 14,4 % en 2010). Toujours à prix constants, la croissance des exportations de biens a ralenti à + 5,3 % après la forte hausse de 16,6 % en 2010. Les

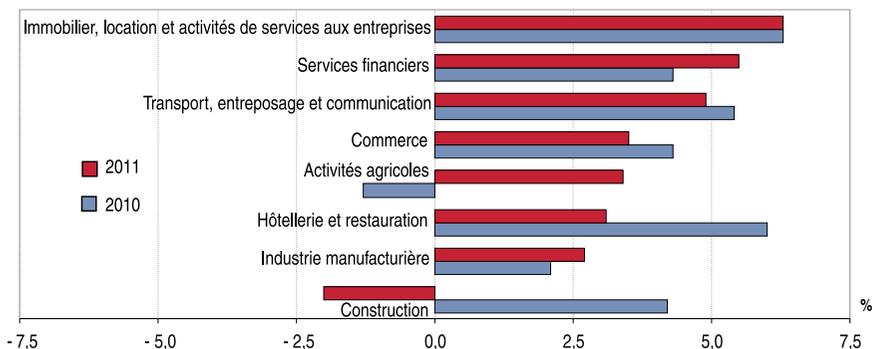
produits de l'habillement et du textile ont le plus contribué à la croissance des exportations. La hausse des exportations de services fléchit également mais reste soutenue : + 7,9 % en 2011 après + 12,1 %. Les revenus touristiques, qui représentent environ 45 % des exportations de services, ont augmenté. Ils se sont élevés à 42,8 milliards de roupies en 2011 contre 39,4 milliards de roupies en 2010.

Nouvelle dégradation dans la construction

En 2011, toutes les branches d'activités ont bénéficié de la croissance, à l'exception de la construction (- 2,0 %) qui baisse pour la troisième année consécutive (*graphique 1*).

Par contre, l'ensemble des activités agricoles ont repris, et particulièrement le secteur sucrier qui enregistre une bonne performance cette année. En 2011, la culture de la canne et la production de sucre ont bénéficié d'une croissance respective de 3,5 % et de 3,8 %, malgré une baisse de production de 17 000 tonnes, avec 435 309 tonnes de

■ Graphique 1 - Taux de croissance de la valeur ajoutée par secteur : la construction décline



Source : Statistics Mauritius.

sucre produites en 2011. La production de 2011 est constituée d'un sucre de meilleure qualité, tandis qu'en 2010 elle était composée de 20,0 % de sucre roux, qui génère moins de valeur ajoutée.

La croissance de l'industrie manufacturière, un des secteurs clés de l'économie mauricienne, s'est intensifiée en 2011. La valeur ajoutée du secteur a augmenté de 2,7 % à prix constants, après + 2,1 % en 2010. Les entreprises orientées vers l'exportation affichent une excellente croissance de + 8,4 % après + 6,5 % de 2010. La demande a particulièrement augmenté pour les produits du textile et de l'habillement mais elle a baissé pour le poisson.

L'hôtellerie et la restauration, autre secteur clé de l'économie, a ralenti sa croissance suite principalement aux problèmes économiques de la « Zone Euro ». Le taux de croissance s'élève à seulement 3,1 % après la reprise de 6,0 % constatée l'année précédente. En 2011, 964 600 touristes se sont rendus à Maurice, soit 30 000 de plus qu'en 2010.

Le secteur « Immobilier, location et activités de services aux entreprises » est le pre-

mier contributeur à la croissance de l'économie (0,8 point sur les + 4,1 % de croissance du PIB), de par son poids dans le PIB et sa croissance en 2011 (+ 6,3 %).

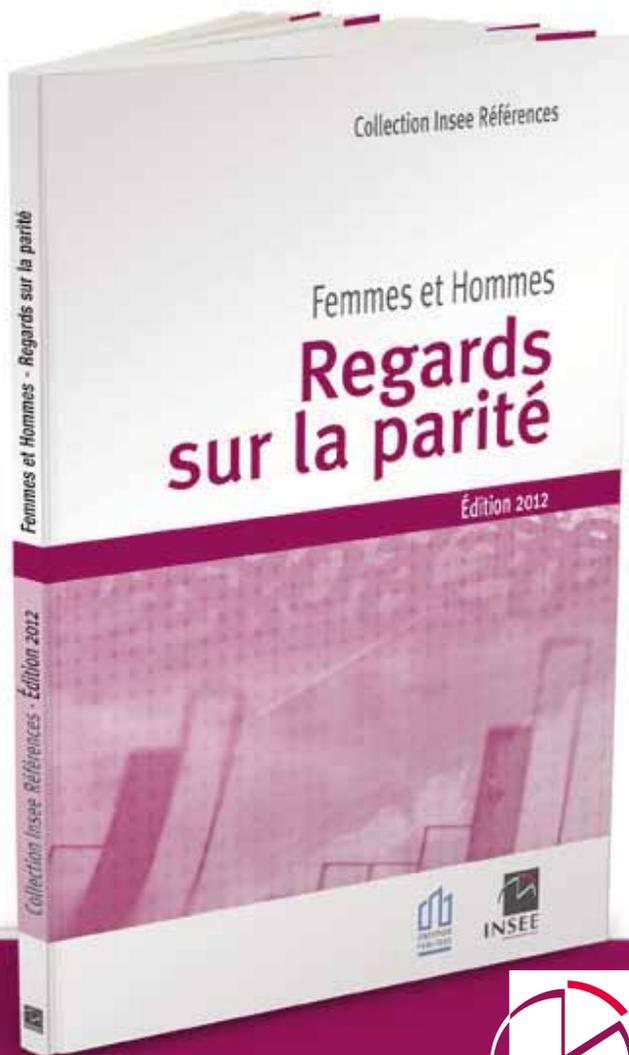
Les secteurs « Industrie manufacturière », « Transports, entreposage et communications » et « Services financiers » ont chacun contribué pour 0,5 point. La contribution du « Commerce » s'est élevée à 0,4 point. ■

Set Fong CHEUNG TUNG SHING
Statistics Mauritius



L'Insee présente

Femmes et Hommes Regards sur la parité...



**Les analyses et les chiffres
Références pour comparer
la situation des femmes
et des hommes**

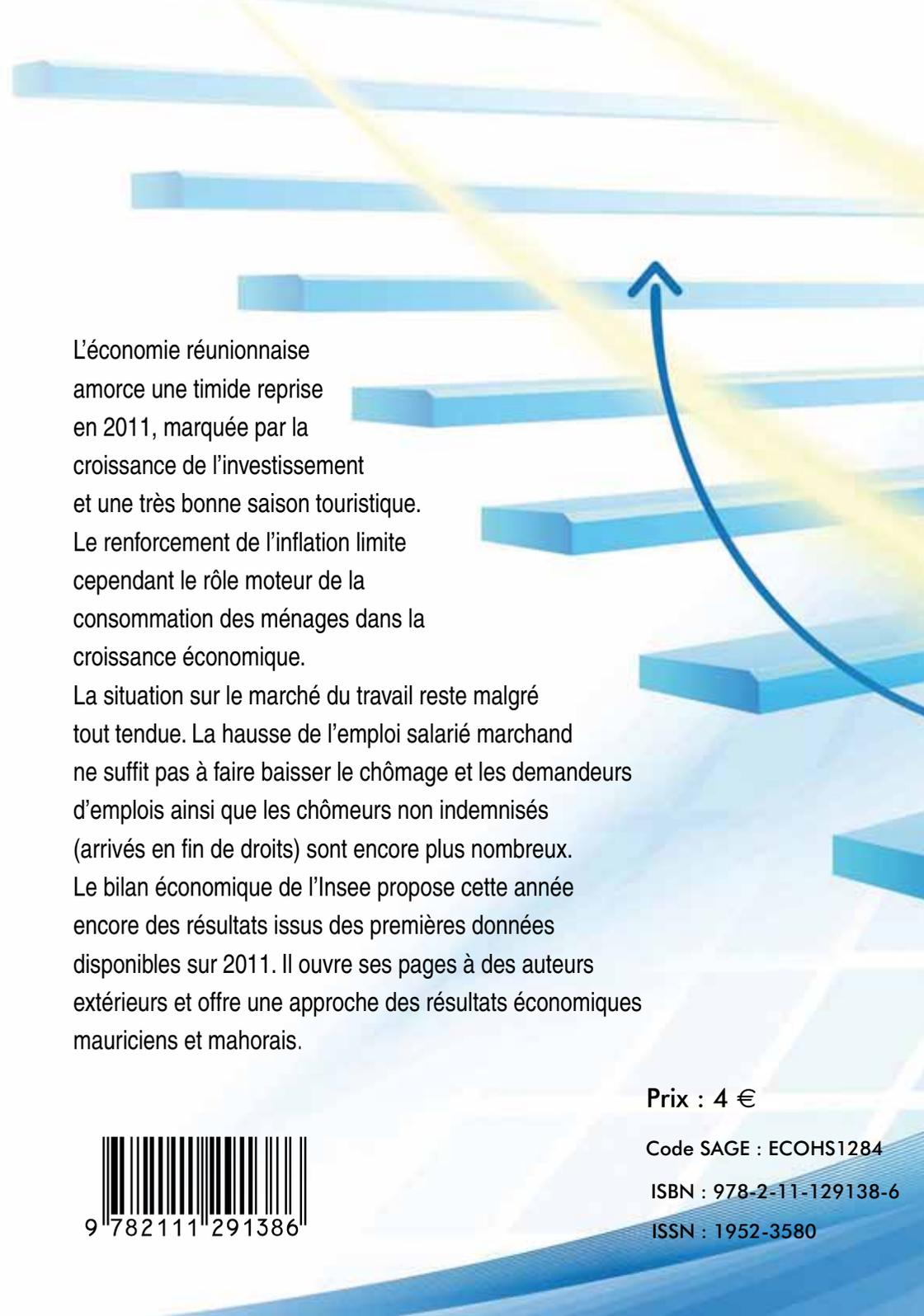
- > La répartition des tâches domestiques
- > Les inégalités au moment de la retraite
- > La situation dans la société française (famille, santé, revenus, pouvoir...) complétée par un cadrage européen

En vente en librairie
et sur www.insee.fr

18,80 € - Collection Insee Références



INSEE



L'économie réunionnaise amorce une timide reprise en 2011, marquée par la croissance de l'investissement et une très bonne saison touristique. Le renforcement de l'inflation limite cependant le rôle moteur de la consommation des ménages dans la croissance économique.

La situation sur le marché du travail reste malgré tout tendue. La hausse de l'emploi salarié marchand ne suffit pas à faire baisser le chômage et les demandeurs d'emplois ainsi que les chômeurs non indemnisés (arrivés en fin de droits) sont encore plus nombreux. Le bilan économique de l'Insee propose cette année encore des résultats issus des premières données disponibles sur 2011. Il ouvre ses pages à des auteurs extérieurs et offre une approche des résultats économiques mauriciens et mahorais.

Prix : 4 €

Code SAGE : ECOHS1284

ISBN : 978-2-11-129138-6

ISSN : 1952-3580

